

China Analysis

Les Nouvelles de Chine

n°31

Avant-Propos

DOSSIER : **LA CHINE AU MOYEN-ORIENT**

1. Les ressorts de la stratégie du « grand voisinage »
2. Des enjeux plus limités qu'on ne le croit ?
3. Chine-Turquie : en dépit du Xinjiang...
4. Le pétrole avant tout

REPÈRES

5. Enrayer la surenchère des « intérêts fondamentaux »
6. L'unité entre les États-Unis et les voisins d'Asie n'a rien d'inévitable
7. Les menaces de la politique monétaire américaine, une réponse internationale
8. Un agenda international pour le Renminbi
9. Nouvelle victoire électorale en trompe-l'œil pour le Kuomintang

DÉCALAGES

10. Missile antinavires : la nouvelle arme magique ?



AVANT- PROPOS

« Vers l'Orient compliqué je volais avec des idées simples », a dit un jour le général de Gaulle. Consacré au Moyen-Orient, notre dossier voudrait dégager dans la vision chinoise ce que de Gaulle ajoutait aussitôt à son célèbre aphorisme : la conscience d'une « partie essentielle » qui s'y joue, et la part qu'y prend la Chine.

Or notre dossier, rédigé avant la vague de démocratisation qui saisit la région, montre que la simplification est impossible. Entre la préoccupation sécuritaire – mais Pékin l'exorcise souvent en ramenant notamment le terrorisme et intégrisme à des racines sociales et à des fautes de l'hégémonisme américain, le tout-pétrole, et l'application au Moyen-Orient d'une patiente stratégie relationnelle, faite de neutralité, de référence à Bandung, d'émergence commune et même d'un concordat religieux « à la chinoise » : nous ignorons à nos dépens à quel point Pékin juge sa politique religieuse plus avisée que

celle de l'Occident dans son ensemble. Mais il y a aussi les limites de la stratégie chinoise : ne pas braquer Washington, et d'ailleurs rester modestes sur une influence commerciale. L'argent chinois lui-même a moins d'atouts vis-à-vis des monarchies pétrolières qu'ailleurs. Le dossier de ce numéro est consacré à la politique chinoise au Moyen-Orient. Somme de relations bilatérales fondées avant tout sur les besoins chinois en énergie ou véritable approche régionale portant des intérêts de puissance ? La crise nucléaire iranienne met chaque jour en lumière les ambiguïtés de la politique étrangère chinoise, et sa tendance à placer la gestion des contradictions au service du maintien de la stabilité avant la résolution durable des crises de prolifération. Les publications chinoises sur l'Iran tendent soit à présenter le programme nucléaire militaire iranien comme une réponse rationnelle à l'hostilité des Etats-Unis, soit à adopter une attitude agnostique à l'égard des ambitions nucléaires

de Téhéran : sans test, pas de preuve formelle.

Notre dossier apporte donc des réponses nuancées à cette question à partir d'analyses contradictoires de spécialistes influents de la région. Certes, des dénominateurs communs existent. La sécurité du Xinjiang est bien un déterminant majeur des relations politiques avec les pays de la région. La dimension idéologique est présente : la Chine affiche sa rhétorique anti-interventionniste. Dès lors, la Chine se nourrit plus des revers américains qu'elle n'entretient une rivalité frontale. Ainsi, Pékin a renoué avec Ankara, malgré l'orage du Xinjiang. Mais la Chine ne dispose guère de recettes nouvelles, comme le révèlent les références quelque peu anachroniques au non-alignement et à « l'esprit de Bandung ». Il y a d'ailleurs deux grands absents de ces analyses : Israël, et la question du régime politique au sein du monde arabe.

Ce numéro explore également le débat autour des « intérêts fondamentaux » et leur extension au-delà du triptyque Taiwan/Tibet/Xinjiang. Il faut analyser avec précaution l'emploi possible de ce concept à l'égard de la mer de Chine du Sud au printemps 2010 par des officiels chinois lors d'un dialogue sur l'Iran avec les Etats-Unis. Aujourd'hui, nombreux sont les analystes chinois qui récusent des déclarations pourtant prises au comptant par l'ensemble des pays de la région. Prise de conscience tardive des effets négatifs ? Le débat suggère aussi une certaine cacophonie dans la politique étrangère chinoise. La ligne officielle reste de faire porter la dégradation de la sécurité en Asie Orientale sur un « retour américain » dans la région. N'est-ce pas confondre la cause et l'effet ? Les think-tanks institutionnels restent optimistes sur la possibilité d'une cogestion sino-américaine de la stabilité régionale, et minimisent l'hostilité américaine à l'égard de la montée en puissance chinoise.

La réflexion se poursuit sur l'internationalisation du Renminbi et la réforme du système financier international, mais de manière presque schizophrénique. D'une part, si la politique d'assouplissement quantitatif par la Réserve Fédérale américaine a sauvé la Chine d'un front anti-Renminbi au sommet G-20 de Séoul, elle a renforcé la volonté affichée par la Chine d'une réforme dépassant le dollar. Mais la Chine n'a pas de proposition concrète, sa position sur les droits de tirages spéciaux du Fonds monétaire international comme monnaie de réserve étant pour le moins floue. Pékin poursuit de fait une politique de construction d'une zone Renminbi en Asie qui ne dit pas son nom.

Enfin à Taiwan, les élections municipales de décembre dernier annoncent des présidentielles très disputées en mars 2012. Le Kuomintang a certes remporté trois des cinq grandes municipalités en jeu, mais le Parti Démocrate Progressiste réalise l'un des meilleurs scores de son histoire en pourcentage de voix, à plus de 40% du total. Les faiblesses de l'opposition indépendantiste restent pourtant entières. Sans pouvoir garantir une relation stable avec la Chine continentale, la mutation du DPP en parti de défense des perdants de l'intégration économique entre les deux rives, et son absence de dirigeant charismatique, l'handicapent pour la campagne présidentielle.

**Mathieu Duchâtel et
François Godement**

Les relations entre la Chine et le Moyen-Orient, déjà substantielles en raison du facteur énergétique, ont été renforcées et diversifiées par la création en 2004, d'un forum sino-arabe. Après six années de mise en place, ce forum passe désormais à un stade « d'enrichissement et d'amélioration » (充实提高, chongshi tigao)¹. Alors qu'en 2009, la Chine est devenue le premier consommateur de pétrole saoudien, quelles sont les implications stratégiques de ces intérêts croissants pour Pékin, les pays de la région et les Etats-Unis ? La Chine a-t-elle d'autres ambitions

que la sécurité énergétique et les opportunités d'investissement ? Les exercices militaires aériens communs avec la Turquie d'octobre et novembre 2010, impliquant pour la première fois la Chine et un membre de l'OTAN, pourraient le suggérer. Reste la question du Xinjiang, qui paraît structurante dans l'approche sécuritaire du Moyen-Orient. Pékin craint que l'influence des courants islamistes ou pan-turcs originaires du Moyen-Orient ne mette en péril la stabilité du grand Ouest chinois.

Au-delà des grandes questions stratégiques régionales – Iran, Irak, question palestinienne - une approche chinoise du Moyen-Orient dans son ensemble voit-elle le jour ? Des visions différentes semblent se

dessiner. Une question clé est celle de la possession ou non par la diplomatie chinoise d'atouts particuliers pour minimiser les risques d'un rehaussement des liens entre Pékin et la région. Pourtant, dans l'ensemble, émerge l'image d'une diplomatie chinoise au service d'intérêts définis de manière à la fois restrictive et comparative – par rapport aux Etats-Unis.

DOSSIER : LA CHINE AU MOYEN-ORIENT

Jérôme Doyon

1 Chang Hua, « La trajectoire en expansion du “ forum sino-arabe” », *Arab World Studies*, N°6, Nov. 2010



1. Les ressorts de la stratégie du «grand voisinage»

JÉRÔME DOYON

SOURCE :

- Zhu Weilie², « Réflexions sur les relations stratégiques entre la Chine et les pays musulmans du Moyen-Orient », *Shijie jingji yu zhengzhi*, 2010, n°9, pp. 4-18.

Dans la revue *Shijie jingji yu zhengzhi*, Zhu Weilie, directeur du centre de recherche sur le Moyen-Orient de l'université des langues étrangères de Shanghai, s'attache à démontrer la particularité des rapports entre la Chine et le Moyen-Orient depuis 1949. Il s'agit de relations politiques de soutien et de confiance mutuelle, développées en réponse aux pressions exercées par l'Occident. Ces relations se développent fortement, mais il subsiste des conflits touchant au déséquilibre commercial, et des divergences d'intérêts (利益摩擦, *liyi moca*). Surmonter ces obstacles suppose, selon Zhu, l'établissement d'une stratégie pour le Moyen-Orient aux

2 Zhu Weilie est directeur du centre de recherche sur le Moyen-Orient de l'université des langues étrangères de Shanghai (上海外国语大学, *Shanghai waiguoyu daxue*), enseignant, directeur de recherches et membre de l'Académie des sciences sociales du ministère de l'Éducation.

« caractéristiques chinoises » (中国特色的中东战略, *zhongguo tese de zhongdong zhanlüe*). Quel sens lui donner ? Est à noter l'importance donnée à l'élément culturel et religieux, jusque dans le titre de l'article, qui sous-entend une exclusion de la question d'Israël.

Depuis la création de la République populaire, les relations avec les pays musulmans du Moyen-Orient ont une claire portée stratégique pour Zhu. A l'époque où la Chine était encore autonome en matière énergétique et peu développée, les pays du Moyen-Orient se sont évertués à lui fournir un soutien politique en dépit du fait qu'elle n'était qu'une éventuelle puissance en devenir. La mise en place de ces relations est clairement stratégique dans le contournement du blocus et des sanctions occidentales (对于粉碎美国和西方国家的封锁、制裁, *duiyu fensui meiguo he xifang guojia de fengsuo, zhicai*). Zhu fait référence en particulier à la période pendant laquelle le gouvernement de la RPC se voit refuser le statut de représentant officiel de la Chine sur la scène internationale, avant son entrée à l'ONU en 1971. La mise en place de relations diplomatiques avec l'Arabie saoudite en 1990 marque l'aboutissement de la phase de construction des relations avec la région, et la fin de la guerre froide amène une transformation des relations entre la Chine et le Moyen-Orient. En 1993, la Chine devient importatrice net de pétrole, et le rôle stratégique du Moyen-Orient devient plus en plus important. Depuis la fin des années 1990, plus de la moitié du pétrole importé en Chine vient de la région. L'ascension chinoise amène de la part du Moyen-Orient une recherche accrue de coopération, notamment économique. De 2004 à 2009, le commerce sino-arabe est passé de 36,7 à 107,4 milliards de dollars. Les IDE dans les deux sens passent de 1,1 à 5,5 milliards de dollars. Le forum arabo-chinois, mis en place en 2004, constitue le dernier en date des principaux

faits marquants de ces échanges.

Après la crise de 2008, Zhu note une prise de conscience commune, par Pékin et au Moyen-Orient, d'une évolution irréversible du rapport de force international. Cela provoque un rapprochement, notamment sur les questions stratégiques. Cette tendance serait, selon Zhu, synonyme d'attentes grandissantes à l'égard de la Chine face à l'hégémonie américaine. Reste que la connaissance mutuelle de la Chine et du Moyen-Orient est peu avancée. Bien que des recherches se développent, les outils intellectuels viennent le plus souvent d'Occident. Dès lors, au Moyen-Orient, le discours occidental sur la nécessité, pour l'ordre international, que la Chine exerce des responsabilités à la hauteur de sa puissance trouve des oreilles attentives. A titre d'exemple, Zhu met en avant un texte de 2010 de Mouammar Khadafi selon lequel la Chine devrait, à la manière des puissances occidentales, mettre en place des projets de développement économique et scientifique au Moyen-Orient. De même, dans le contexte mondial de la lutte contre le terrorisme, les termes occidentaux « d'islam politique » (政治伊斯兰, *zhengzhi yisilan*) ou de « fondamentalisme musulman » (伊斯兰原教旨主义, *yisilan yuanjiaozhizhuyi*) se répandent dans les milieux universitaires chinois.

Zhu Weilie souligne aussi certaines divergences d'intérêts entre les pays du Moyen-Orient et la Chine. Il reproche à certains pays musulmans de trop mettre en avant le caractère économique des relations bilatérales au détriment du politique. Alors qu'ils cherchent à obtenir de la Chine des capitaux, des projets d'assistance, des technologies et

des techniques de management, ils jouent parfois de cartes politiques pour arriver à leurs fins. Zhu cite les exemples de la Jordanie, de la Libye et de l'Égypte, qui ont créé des incidents en se rapprochant de Taiwan. Au-delà de la question économique, la Turquie garde sur le problème ouïghour, selon l'auteur, un comportement capricieux. Sur ces questions qui concernent la souveraineté chinoise et les questions sécuritaires, les responsables chinois restent très attentifs et réactifs. Cependant, d'après l'auteur, depuis la création du forum sino-arabe, les dirigeants moyen-orientaux ont cessé d'utiliser la carte Taiwan et d'accueillir le Dalai-lama.

« La période Obama amène une phase de contraction stratégique américaine dans la région, qui laisse de la place à d'autres puissances »

Par ailleurs, les pays dont la politique étrangère est ouvertement anti-américaine, comme l'Iran ou le Soudan, auraient le sentiment, d'après Zhu, que la Chine donne trop d'importance à ses relations avec les États-Unis. En ce qui concerne l'Iran, Zhu signale l'absence de visite officielle de dirigeants chinois depuis six à sept ans : il fait à l'évidence référence à celle du ministre des Affaires étrangères Li Zhaoxing en novembre 2004³. Il met aussi en avant le vote chinois de juin 2010, peu apprécié par Téhéran, en faveur de la résolution 1929 de l'ONU mettant en place des sanctions contre l'Iran. Ajoutées au refus des dirigeants et chercheurs chinois de soutenir le Hamas et le Hezbollah, ces altercations amènent, d'après l'auteur, une perte progressive de la position respectée de la Chine en Iran et dans certains pays musulmans. En ce

³ Cette affirmation est à nuancer au vu de la visite officielle en Iran, en septembre 2010, de Li Changchun, membre du comité permanent du bureau politique du Comité central du PCC (« Li Changchun arrive à Téhéran où il débute sa visite officielle en Iran », *Xinhuanwang*, 28 septembre 2010).

qui concerne le Soudan, la Chine, pour accéder aux ressources énergétiques, a soutenu le gouvernement Béchir, attirant ces dernières années des critiques de l'opposition soudanaise.

La Chine, pour Zhu Weilie, cherche à dépasser ces antagonismes en donnant une importance croissante au Moyen-Orient dans sa politique extérieure. Ces dernières années, Pékin a pu se démarquer des États-Unis en saisissant la transformation stratégique au Moyen-Orient, marquée par l'échec des négociations sur la question palestinienne sous Bill Clinton, et l'amplification des pressions occidentales avec l'internationalisation de la guerre contre le terrorisme. La Chine n'associe pas le terrorisme à une religion spécifique et s'oppose à la guerre unilatérale. En outre, la période Obama amène une phase de contraction stratégique américaine dans la région, qui laisse de la place à d'autres puissances.

Comme le souligne l'auteur, la région reste, pour la Chine, fondamentale pour trois raisons : la question énergétique, le contrôle de la course aux armements nucléaires et la lutte contre la menace terroriste. En ce qui concerne les questions de sécurité énergétique et de sécurité des axes de communication maritime en particulier, la Chine continuera, selon Zhu, de s'appuyer sur le Moyen-Orient.

Zhu souligne que, contrairement aux États-Unis, l'approche chinoise de la région se caractérise par une indéniable prise en compte du facteur culturel ; en passant par une compréhension de la complexité des phénomènes que sont le terrorisme et l'extrémisme, et en dépassant le renvoi constant à la notion de Jihad. Ce respect de l'autre lié à une « tradition de l'amitié » (友好传统, *youhao chuantong*) est présenté comme l'un des atouts de la diplomatie chinoise. Zhu Weilie fait le lien entre cette question et le développement des échanges

religieux avec le Moyen-Orient, qui ont depuis longtemps joué un rôle dans la diplomatie chinoise dans la région. Zhu rappelle qu'à Bandung, en 1955, la délégation chinoise comptait plusieurs musulmans, notamment le grand *ahong*⁴ Da Pusheng, ce qui aurait joué selon lui un rôle important dans le rapprochement diplomatique avec l'Égypte de Nasser. De manière plus générale, Zhu Weilie souligne le développement de relations culturelles faites d'échanges éducatifs, scientifiques et touristiques en forte progression. Par exemple, en juin 2008, l'Arabie saoudite a envoyé son ministre de l'Éducation supérieure en Chine pour signer une vingtaine d'accords avec des universités chinoises. Il y aurait aujourd'hui près de 400 étudiants saoudiens en Chine, et leur nombre devrait passer à 1 000 en 2012. On notera, sur ce plan, l'ouverture, en lien avec Pékin, d'un institut de chinois en Arabie saoudite, les dirigeants saoudiens ayant refusé l'ouverture d'un Institut Confucius pour des raisons de politique religieuse.

Reste, pour Zhu, la question délicate de la coordination de cette ouverture aux échanges religieux avec la politique religieuse intérieure chinoise. Le développement des relations avec les pays du Moyen-Orient fait que toutes sortes de courants religieux pénètrent le grand Ouest chinois. Ce qui amène à se pencher sur la question de l'extrémisme. Zhu Weilie met en avant l'alternative inhérente à la lutte contre l'extrémisme du point de vue étatique : à savoir le choix entre une répression violente ou une régulation douce du phénomène. L'enjeu de ce choix (qui se fait selon Zhu au niveau local en Chine) est de taille car il risque d'avoir des répercussions négatives sur l'image chinoise dans le monde musulman. Pour Zhu, il importe de regarder le problème de manière objective : les pays musulmans du Moyen-Orient sont à la source de ces

⁴ Titre religieux musulman utilisé en Chine, le terme provenant du persan.

mouvements extrémistes mais ils sont aussi les pays dont les populations en souffrent le plus. Il faut alors comprendre les logiques des différents groupes et collaborer dans cette lutte avec les pays concernés. Le travail sur la religion qui se développe dans les pays musulmans peut être, selon Zhu, d'une grande aide pour combattre ce phénomène, car seuls le développement, l'échange et l'éducation sont efficaces contre l'extrémisme. La Chine doit donc accorder une grande attention au développement de théories modérées, dont le potentiel de contribution à l'harmonie des relations entre nationalités musulmanes et han est très important.

Au final, dans sa phase de construction, la stratégie chinoise au Moyen-Orient s'intègre dans une politique de grand voisinage (大周边战略, *dazhoubian zhanlüe*). Zhu appelle de ses vœux un approfondissement des partenariats de la Chine avec les pays de la région, en dépassant les logiques de court terme, qui naissent surtout en réaction à la politique étrangère américaine. Pour atteindre cet objectif, Zhu Weilie met en avant les échanges culturels et religieux. Il fait notamment référence au discours de Wen Jiabao de novembre 2009 au siège de la Ligue arabe, qui apparaît comme une actualisation des lignes directrices avancées par Zhou Enlai à Bandung. On peut s'interroger sur la signification de ces références répétées à la stratégie menée par Zhou Enlai dans les années 1950 et au rôle que jouait la « carte musulmane » dans la diplomatie chinoise. Zhu Weilie suggère un retour plus marqué vers ce type d'approches pour aborder le Moyen-Orient. Celles-ci pourraient constituer une vraie épine dorsale de la politique chinoise dans la région, au-delà du rôle de levier pour la mise en place de relations diplomatiques qu'elles ont joué dans les années 1950.



2. Des enjeux plus limités qu'on ne le croit ?

MICHAL MEIDAN

SOURCE :

- Fan Hongda, Hong Zhen⁵, « Analyse des risques pays au Moyen-Orient : le cas du Golfe persique », *Arab World Studies*, juillet 2010.

Alors que l'action internationale de la Chine ne cesse de s'étendre, un nombre croissant d'acteurs, à la fois diplomatiques et surtout commerciaux, commencent à procéder à l'étude des risques associés à cette extension, et aux coûts que celle-ci peut engendrer. La dépendance pétrolière de la Chine l'amène, depuis bien plus d'une décennie, à s'immiscer dans les affaires d'une région où elle avait naguère peu d'intérêts vitaux. Or, cette région est complexe et volatile, et les intérêts chinois s'y multiplient. En analysant les risques économiques et politiques propres au Moyen-Orient, la Chine peut-elle minimiser les coûts associés à ces risques et mieux faire valoir ses intérêts stratégiques ?

⁵ Fan Hongda est professeur au département des affaires publiques de l'université de Xiamen, dans le Fujian, où Hong Zheng est étudiant.

En filigrane, la réponse est négative, mais la conclusion qui en ressort est qu'il faut tout au moins procéder à l'exercice.

Premièrement, les auteurs procèdent à l'analyse des intérêts chinois dans la région Moyen-Orient–Golfe persique (sans se concentrer dans le détail sur cette sous-catégorie) et des risques politiques et économiques qui y sont associés. Au niveau des intérêts, on retrouve la liste suivante :

1. les intérêts politiques. Les auteurs soulignent la nécessité de maintenir de bonnes relations diplomatiques avec les pays de la région ; mais, alors que, souvent, ce besoin est cité dans le contexte énergétique (afin de garantir un flux constant d'approvisionnements pétroliers en provenance des pays du Golfe) ou dans le contexte de la rivalité sino-américaine, l'article met plutôt l'accent sur le besoin d'accroître le soutien politique dont bénéficie la Chine sur la scène internationale, dans les organisations internationales et dans une perspective de développement de la vision chinoise du monde multipolaire. Or, en même temps, l'article ne fait pas état d'un changement radical de la situation géopolitique régionale ou d'un affaiblissement considérable de l'influence américaine dans le monde (et par extension dans la région), comme l'on peut voir dans d'autres analyses depuis la crise financière internationale. En somme, l'intérêt diplomatique est lié à la nécessité, pour la Chine, de développer une stratégie qui lui soit propre, susceptible de mettre en valeur ses intérêts désormais mondiaux.

2. Les intérêts économiques : L'accumulation de devises par la Chine, suivie par une recherche plus active de cibles d'investissement international – exacerbée par la perte de la valeur du dollar ces deux dernières années – conduit les

auteurs à placer les intérêts économiques en deuxième rang des priorités chinoises. Souvent, dans les analyses des relations entre la Chine et le Moyen-Orient, l'intérêt économique est axé sur le développement des matières premières pour la sécurité des approvisionnements énergétiques du pays, mais les auteurs évoquent les investissements dans le développement des matières premières et des infrastructures plutôt comme un investissement rentable pour la Chine et ses acteurs économiques. Or, les auteurs ne mentionnent pas que l'accès au développement des ressources naturelles dans la région reste limité (l'Irak constituant une exception) et que la Chine est un des principaux fournisseurs de main-d'œuvre pour les services de construction depuis trois décennies déjà, mais met en exécution peu d'autres projets d'infrastructure. Pourtant, l'exemple récent du projet de train desservant la Mecque, n'est pas très réussi⁶. Et les investissements chinois dans le Golfe persique restent marginaux, cantonnés à la promotion des compagnies chinoises dans les industries extractives (à l'inverse de l'Afrique ou de l'Amérique latine). D'ailleurs, alors que, même en Europe, le capital chinois devient un bien recherché, dans les pays riches du Golfe, la pénétration chinoise reste limitée. Les chiffres de la coopération économique et commerciale disent la même chose – les exportations chinoises vers le Moyen-Orient ont compté pour 5 % des exportations chinoises en 2008, le Golfe pour 2,7 %; la part du Moyen-Orient dans les importations chinoises s'est élevée à 7,4 %, et celle des pays du Golfe à moins de 5 %.

6 « Saudi Arabia and China: Looking East », *The Economist*, 9 décembre 2010.

« Alors que , même en Europe, le capital chinois devient un bien recherché, dans les pays riches du Golfe, la pénétration reste limitée »

3. La sécurité énergétique: En dépit du volume limité des échanges, le secteur de l'énergie connaît une croissance soutenue depuis plus d'une décennie en raison de la dépendance chinoise envers le pétrole moyen oriental. Alors que la Chine tente de diversifier ses sources d'approvisionnement – et a réussi dans une certaine mesure à stabiliser la part du pétrole moyen-oriental dans ses importations – elle reste dépendante du Moyen-Orient pour la moitié de son pétrole. Parmi ses principaux et anciens fournisseurs, l'Arabie saoudite et l'Irak comptent pour un cinquième environ⁷. A l'avenir, la dépendance chinoise envers le Moyen-Orient devrait atteindre 60 %.

4. L'enjeu sécuritaire. Souvent, dans ces analyses chinoises, la suite logique est le défi sécuritaire qui met la stabilité des approvisionnements énergétiques chinois en péril. Toutefois, les auteurs consacrent moins d'attention à l'enjeu pétrolier et s'attachent, d'une manière qui n'est pas toujours la plus cohérente, à la question sécuritaire. Ils évoquent clairement, de façon assez inhabituelle pour les études chinoises, un lien entre la situation au Moyen-Orient et les « trois forces du mal » (le terrorisme, l'extrémisme religieux et le séparatisme) qui déstabilisent l'occident chinois. Mais les voies de l'exportation de l'extrémisme religieux du Moyen-Orient vers la Chine restent obscures et l'accent que les auteurs mettent dessus reste difficile à

7 Les chiffres varient. Les auteurs citent la douane chinoise, en janvier 2009, selon laquelle l'Arabie saoudite a été le premier fournisseur de la Chine et l'Iran le troisième. En janvier 2010, et tout au long de l'année, selon cette même source, l'Arabie saoudite et l'Angola ont chacun compté pour environ 14 % des apports chinois, alors que la part de l'Iran a baissé de 16 % à 6 %.

expliquer. Même la presse chinoise la plus nationaliste a, au moment des révoltes violentes au Xinjiang en juillet 2009, négligé d'évoquer ce lien⁸. Qui plus est, seule la Turquie a vu ses relations avec la Chine souffrir à la suite de sa prise de position sur les émeutes au Xinjiang⁹. Enfin, bien que les États-Unis soient souvent cités, ailleurs dans l'analyse, comme une force problématique pour la Chine au Moyen-Orient, ils sont absents de toute discussion sur la situation sécuritaire.

5. L'extension de la culture et des valeurs de la Chine: Dans le contexte de la volonté chinoise de développer le *soft power* du pays, le Moyen-Orient représente une opportunité pour la Chine. Les deux régions ont développé une collaboration en matière de culture, d'éducation et de médecine et pourraient approfondir et développer ces liens, les étendre au domaine religieux (la diffusion possible de l'extrémisme religieux n'est pas mentionnée). Ces échanges renforceraient le *soft power* chinois, qui reste un aspect fondamental de la montée en puissance du pays sur la scène internationale. Or, ici, les contradictions et faiblesses de l'analyse émergent : les auteurs passent sous silence toute évocation voire toute discussion de l'évolution nécessaire de la position chinoise sur les questions régionales – à partir du problème israélo-palestinien et jusqu'à la crise nucléaire iranienne (sauf pour dire que celle-ci met en opposition différents intérêts chinois) – ainsi que tout débat sur le positionnement chinois par rapport aux États-Unis.

8 Le *Huanqiu shibao*, en juillet 2009, s'est attaqué à Rabiya Kadeer et à son mouvement ; Hu Shuli, éditorialiste de *Caijing*, s'est focalisée sur les sources internes de l'instabilité le 7 juillet 2009.

9 Yitzhak Shichor, « Ethno-Diplomacy: The Uyghur Hitch in Sino-Turkish Relations », *East West Center Policy Studies*, n° 53, 2009, <http://www.eastwestcenter.org/pubs/3233>.

Les deux auteurs identifient deux obstacles à une meilleure valorisation des intérêts chinois, la présence américaine et les relations difficiles entre les pays de la région, mais ce sont bien là les deux caractéristiques stratégiques principales du Moyen-Orient. Dès lors, faute d'une évolution sur ces deux sujets, que les auteurs ne se risquent pas à anticiper, la Chine est contrainte de maintenir le *statu quo*.

Au fond, par l'analyse qu'il propose des risques politiques et économiques régionaux ainsi que des intérêts chinois dans le Golfe persique, l'article est intéressant sur quatre plans. Tout d'abord, en témoignant de la prise de conscience de risques politiques et en invitant à les prendre en compte. Les acteurs chinois, parce qu'ils bénéficient d'un soutien étatique et bien qu'ils soient conscients de la rentabilité des projets, se livrent souvent à des calculs économiques et politiques différents de leurs concurrents occidentaux. Mais au fil du temps et des investissements à l'étranger, les acteurs économiques et diplomatiques se heurtent à des obstacles politiques, sécuritaires, culturels et opérationnels. Par conséquent, ils sont amenés à intégrer une analyse des risques dans leurs calculs. En ce qui concerne le Moyen-Orient, la Chine estime qu'elle ne peut guère demeurer à l'écart de l'activité économique dans la région en raison de sa dépendance à l'égard de cette zone, et notamment du Golfe persique (pour le pétrole et le gaz), mais qu'elle doit, dans la mesure du possible, se préserver contre les difficultés qui s'y présentent.

Mais, deuxièmement, selon un constat implicitement fait dans l'article, la Chine dispose de moyens très limités pour gérer les risques. Les liens économiques, culturels et diplomatiques, en dépit d'un rapprochement à l'œuvre depuis plusieurs années, restent modestes, à la fois en raison de la prédominance américaine qui ne faiblit guère, mais également à cause des relations

complexes existant entre les pays de la région. Et d'ailleurs, à court terme, ceci ne semble pas inquiéter outre mesure les auteurs. En fin de compte, le risque d'instabilité politique ou de tensions régionales a un impact limité sur la Chine, à l'exception du terrorisme.

Troisièmement, en étudiant les risques sécuritaires liés aux investissements au Moyen-Orient, l'article fait un lien explicite entre les tensions à la frontière occidentale de la Chine et l'extrémisme religieux dans la région. Si des analyses chinoises se sont attachées, dans le passé, à étudier la menace terroriste et l'extrémisme religieux au Moyen-Orient, ainsi que l'action chinoise possible face à cette menace, le lien avec le problème ouïghour a rarement été établi de façon aussi claire. Mais, quand bien même ce risque est souligné par les auteurs à maintes reprises, ses répercussions au niveau stratégique semblent rester limitées.

Enfin, il reste que la stratégie chinoise dans la région est soumise à maintes contradictions et peine à se développer selon une ligne cohérente qui permette à Pékin de faire valoir ses intérêts. La présence américaine est, selon les auteurs, un des principaux obstacles au développement des intérêts chinois, mais implicitement, il semblerait que cette influence ne constitue pas la raison fondamentale de la réserve que la Chine observe dans la région. L'attentisme de Pékin est lié au fait que la Chine, hormis l'énergie, n'estime pas que ses intérêts politiques ou économiques exigent un changement stratégique fondamental. En réalité, si le Moyen-Orient a, dans le passé, servi de terrain d'observation et d'expérimentation à la Chine, il le demeure, en dépit de l'enjeu énergétique qui lie plus étroitement les deux régions, mais qui à terme, pourrait susciter une politique plus proactive.

Il en découle deux conclusions. D'abord, la Chine n'est pas prête à s'engager davantage dans la région. Du reste, ses intérêts ne

l'exigent pas pour le moment. Ensuite, l'équilibre des forces avec les États-Unis étant en mutation sur la plan international, la Chine peut expérimenter de nouvelles initiatives diplomatiques dans la région, notamment l'extension de son *soft power*. Or, un rajustement stratégique – signe d'une vision diplomatique et militaire mondiale, donc non pas localisée, est encore loin.



3. Chine-Turquie, en dépit du Xinjiang

JÉRÔME DOYON

SOURCES :

- Zan Tao¹⁰, « Les relations sino-turques et le point de vue turc sur l'ascension chinoise », *Alabo shijie yanjiu*, juillet 2010, n°4.
- Zhu Xiang¹¹, « Étude des relations sino-turques », *Dongfang qiyue wenhua*, mai 2010.
- Deng Hongying¹², « Analyse des transformations de la diplomatie turque », *Xiandai guoji guanxi*, novembre 2010, n° 10.
- Xie Mengcen¹³, « Analyse des particularités et tendances de l'actuel mouvement pro-Turkestan oriental », *Xue lilun*, 2009, n° 30.
- Wei Chaoran¹⁴, « Analyse de la stabilité politique au Xinjiang », *Gaodengjiaoyu yu xueshu yanjiu*, 2010, n° 7.

10 Zan Tao est conférencier au centre d'histoire de l'université de Pékin.

11 Zhu Xiang appartient au centre de recherche sur le Moyen-Orient de l'université du Nord-Ouest, à Xi'an.

12 Deng Hongying est conférencier au centre d'études politiques de l'université Zhongnan d'économie et de droit, à Wuhan.

13 Xie Mengcen est conférencier à l'Institut politique de Xi'an.

14 Wei Chaoran est doctorant à l'Institut de politique et d'administration publique de l'université du Xinjiang, à Urumqi.

Les incidents violents au Xinjiang sont vus du point de vue chinois comme étant en forte augmentation depuis 1990, en particulier compte tenu des événements très médiatisés de juillet 2009 à Urumqi. Les analyses chinoises tendent à mettre en avant leurs liens avec l'internationalisation du mouvement indépendantiste ouïghour, appelé le « mouvement du Turkestan oriental » (东突, *Dongtu*). Cette thématique de l'internationalisation porte de manière plus générale sur la question des « trois fléaux¹⁵ » (三股势力, *sangu shili*), phénomènes qui se développeraient au Xinjiang via des organisations transnationales pro-Turkestan oriental dont le nombre est en augmentation depuis l'ère des réformes économiques en Chine. Xie Mengcen insiste en particulier sur la fondation, en 2004, aux États-Unis, de deux organisations qui s'imposent comme les leaders de l'indépendantisme politique sur la scène internationale : le « Congrès mondial ouïghour¹⁶ » (世界维吾尔代表大会, *shijie weiwu'er daibiao dahui*) et le « Gouvernement en exil du Turkestan oriental¹⁷ » (东突厥斯坦流亡政府, *dongtujuesitan liuwang zhengfu*). La plupart des articles sur l'internationalisation du mouvement pro-Turkestan oriental omettent de mentionner la Turquie, alors même qu'une base idéologique panturque (泛突厥主义, *fan tujue zhuyi*) est souvent attribuée à ces organisations. A l'inverse, la question du

15 Expression englobant le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux.

16 Fondée à Munich, l'organisation se veut non violente et représentative des Ouïgours habitant à l'intérieur comme à l'extérieur de l'actuel Xinjiang. Le Congrès est présidé depuis 2006 par Rebiya Kadeer.

17 Fondée à Washington, l'organisation se proclame « gouvernement en exil » avec pour « Premier ministre » Anwar Yusuf Turani, aussi président du Centre national de la liberté du Turkestan oriental. Une constitution en turc, chinois, anglais et japonais a été proclamée, pour la mise en place d'un régime parlementaire.

Xinjiang revient constamment dans les articles sur les relations sino-turques. Ils soulignent la place de la Turquie en tant que l'une des bases principales de soutien au mouvement pro-Turkestan oriental. Ils insistent en particulier sur la nécessité d'un soutien politique clair, de la part d'Ankara, sur les positions chinoises vis-à-vis du Xinjiang. En parallèle, ils tendent à montrer que c'est via une collaboration sino-turque sur la stabilité du Xinjiang que la Turquie pourrait conserver son influence sur l'Asie centrale où la Chine prend une importance croissante, en particulier depuis la création de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en 2001, dont la Turquie est exclue.

Même après l'établissement de relations diplomatiques entre la RPC et la Turquie, en 1971, la Chine n'a pas amélioré l'image qui est la sienne en Turquie comme le souligne Zan Tao. L'épisode de la guerre de Corée, avec une participation de l'armée turque du côté américain, a laissé une impression négative sur l'opinion qu'ont les Turcs des communistes chinois. De même, la ligne nationaliste turque a mal accepté le soutien apporté par le Parti communiste chinois (PCC) aux mouvements d'extrême gauche en Turquie dans les années 1960. Les relations entre les deux pays se développent principalement à partir des années 1980. Ce n'est que très récemment, selon Zan, que les élites turques ont pris la mesure de la montée en puissance de la Chine. En même temps, pour Ankara, la Chine n'aurait pas encore acquis l'importance stratégique des États-Unis ou des régions ou pays voisins que sont l'Union européenne, l'Asie centrale et le Moyen-Orient.

Cependant, Zan Tao comme Zhu Xiang soulignent le tournant pris par la diplomatie turque depuis la fin de la Guerre froide, qui s'oriente vers l'Est (向 « 东方 », *xiang 'dongfang'*). Zan explique ce virage par le fait que la Turquie, qui avait jusque ici une valeur stratégique forte, pour les États-Unis,

en tant que rempart méridional contre le communisme, devient de ce point de vue secondaire et doit repenser sa place dans le système international et développer ses relations avec les pays émergents. Selon Deng Hongying, ce tournant est motivé par une déception plus générale à l'égard des puissances occidentales, au-delà du rapport aux États-Unis. Cela à la fois vis-à-vis d'une Union européenne qui, tout en ne lui ouvrant pas ses portes, tente d'éviter que la Turquie se rapproche trop des pays musulmans et élabore un statut de « partenaire privilégié » (特殊伙伴关系, *teshu huoban guanxi*), mais aussi face à Israël, les relations entre les deux pays s'étant assombries à l'issue du raid de Tsalal sur la flottille turque en mai 2010. Au cours de ce processus, la Turquie prend progressivement conscience de l'importance croissante de la Chine sur la scène internationale. Comme le souligne Deng Hongying, les années 2000 marquent une « explosion » des relations commerciales entre les deux pays ; le commerce bilatéral passe la barre du milliard de dollars en 2000 pour ensuite frôler les 12,6 milliards en 2008. La Chine devient alors le troisième exportateur en Turquie et le quatrième partenaire commercial de ce pays. Cependant, ces échanges restent déséquilibrés ; Zan met ici en avant le manque de complémentarité des deux économies (la Turquie n'exportant que peu de ressources énergétiques) et la pression que constitue la concurrence exercée par les produits chinois sur le marché turc. Pour Zan Tao, ce déséquilibre, allié à la méconnaissance mutuelle des deux pays (il souligne le faible développement des recherches sur la Turquie en Chine), constitue un potentiel facteur de conflits.

Du point de vue chinois, comme le soulignent Zan Tao et Zhu Xiang, la Turquie est vue comme le principal soutien extérieur aux mouvements pro-Turkestan oriental. Ainsi, Zhu souligne-t-il le rôle, quelque peu

ambigu, joué par le gouvernement turc quant à l'existence en Turquie d'une dizaine d'organisations pro-Turkestan oriental, disposant de ressources et de moyens de publication propres. Zan Tao établit un lien entre ce laxisme des dirigeants turcs, et le développement, par l'AKP¹⁸, d'une posture internationale de rapprochement avec les pays islamiques. La plus grande implication de la Turquie auprès de ses voisins musulmans, et en particulier ses interventions croissantes dans les dossiers iranien et palestinien, sont, selon Zan, à lier au « néo-ottomanisme » (新奥斯曼主义, *xin aosiman zhuyi*) de la politique extérieure turque, qui se traduit par le poids croissant que prend la Turquie dans les régions de l'ancien empire. Pour un développement des relations sino-turques, au-delà des dossiers commerciaux, Zan Tao et Zhu Xiang identifient alors la question du Xinjiang comme centrale. Pour Zan, un mouvement est en route, allant dans le sens de plus de coopération sur cette question, du fait de la prise de conscience turque de la puissance chinoise. Zan Tao note une première vague de déclarations concernant cette question. Avec notamment, le 14 février 2000, la signature conjointe par la Chine et la Turquie d'un accord de coopération pour la lutte contre le crime transnational.

Malgré ces avancées vers une coopération accrue, Zan Tao souligne la persistance d'une ligne antichinoise en Turquie. Pour cette « ligne radicale » (强硬派, *qiangying pai*), qui insiste sur le nationalisme économique (经济民族主义, *jingji minzu zhuyi*), la Turquie ne serait pour la Chine qu'un tremplin commercial vers l'Union européenne. Ils mettent alors en avant la question du déséquilibre du commerce bilatéral. Les mises en garde chinoises contre une ingérence turque dans la question du Xinjiang leur paraissent déplacées, la Chine elle-même sachant être intrusive quand

¹⁸ Parti pour la justice et le développement, au pouvoir en Turquie.

cela concerne ses intérêts, son soutien aux mouvements de gauche turcs dans les années 1960 en étant un bon exemple. C'est dans cette optique que Zan Tao replace les critiques adressées par le Premier ministre turc au gouvernement chinois à la suite des mesures prises après les événements de juillet 2009 à Urumqi. Cependant, Zan reste confiant quant au développement futur des relations sino-turques : pour certains des plus « pragmatique » des dirigeants turcs, leur pays a ses propres problèmes internes, notamment la question kurde, et il a besoin de l'appui de la Chine sur ces questions au niveau international. De plus, la Turquie espérerait une coopération plus poussée sur le plan des technologies militaires, en particulier en ce qui concerne le guidage balistique.

L'article de Zan Tao tend à souligner la flexibilité de la position turque. Selon lui, Ankara n'a pas élaboré jusqu'à présent de stratégie claire et tranchée à l'endroit de la Chine. Zhu Xiang met en évidence une évolution en dents de scie des relations bilatérales, faites de phases de friction et de coordination se succédant de manière cyclique (摩擦 - 协调 - 摩擦, *moca-xietiao-moca*). Ce manque de stabilité des relations bilatérales se reflète dans les rapports qu'entretiennent les deux pays sur la question de l'Asie centrale, qui pour Zhu, oscillent entre coordination et compétition (协调 - 竞争 - 协调, *Xietiao-Jingzheng-Xietiao*). Il souligne le danger que représente, pour la stabilité au Xinjiang, la stratégie turque de mise en avant d'origines culturelles et ethniques communes avec les populations d'Asie centrale, afin de se rapprocher des pays de la zone. Stratégie que Zhu ramène à la question des « deux Pan », pan-islamisme et panturquisme (双泛, *shuangfan*). De manière générale, la Turquie reste certes ambiguë sur la question régionale mais, du point de vue de Zan Tao, la tendance est à la collaboration en Asie centrale. Après la fin de la Guerre froide, la montée de la position

internationale de la Turquie offre de nouvelles opportunités aux pays de la région, en termes d'arrivées d'investissements, de débouchés pour les exportations énergétiques... Or, face à la place croissante de la Chine dans la région, pays qui estime que l'Asie centrale est la ligne de front principale de la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux, de garantie de la sécurité énergétique, la Turquie doit sécuriser son assise régionale.

La création de l'OCS constitue une étape capitale de l'ascension chinoise dans la région. Avec ce poids croissant de la Chine, la question du Xinjiang représente de plus en plus un enjeu régional. Parmi les analystes chinois, la tendance, dont l'article de Wei Chaoran offre un bon exemple, est à la mise en avant du rôle de l'OCS pour garantir la stabilité du Xinjiang. Il en résulte que, pour les Turcs, la nécessité de la coopération avec la Chine se fait toujours plus ressentir. D'après Zan Tao, pour répondre aux « besoins » de la Chine, la Turquie pourrait jouer un rôle de pont entre Est et Ouest et un rôle dans la coopération contre le terrorisme et pour la stabilité au Xinjiang. Du point de vue chinois, il faut ainsi amener la Turquie à coopérer avec l'OCS sur les questions de sécurité. Il en résulte, pour Zan, que la Turquie se doit de clarifier sa position sur la question ouïghoure et, finalement, collaborer avec la Chine contre les mouvements pro-Turkestan oriental. Ce n'est qu'ainsi que la Turquie pourra gagner de l'influence auprès de l'OCS et obtenir le soutien de la Chine sur d'autres terrains.

Au final, les relations sino-turques se développent dans le sens d'une coopération stratégique accrue. En octobre 2010, la

Turquie constituait la dernière étape de la tournée européenne de Wen Jiabao. Après avoir rencontré le Président turc Recep Tayyip Erdogan, le responsable chinois a annoncé le développement d'une collaboration sur les questions stratégiques et a souligné la bonne direction prise par les relations bilatérales. Au-delà de rapprochements sur le plan économique, a été souligné, concernant la question des « trois fléaux », un soutien bilatéral sur les questions de souveraineté et de sécurité nationale et régionale¹⁹. De son côté, Xi Jinping a rencontré en novembre 2010 le ministre des Affaires étrangères turc, Ahmet Davutoglu. La nécessité d'une collaboration dans la lutte contre le terrorisme et le séparatisme a alors été rappelée, avec pour horizon le 40^{ème} anniversaire de l'établissement des relations sino-turques²⁰. De plus, en octobre et novembre 2010, les deux pays se sont engagés dans des exercices militaires communs ; ceux-ci constituent

« C'est via une collaboration sino-turque sur la stabilité du Xinjiang que la Turquie pourrait conserver son influence sur l'Asie centrale où la Chine prend une importance croissante »

pour la Chine, les premiers exercices de combat aériens avec un membre de l'OTAN²¹. Les relations sino-turques semblent être dans une phase de collaboration, bien loin des événements de 2009. Zan Tao souligne toutefois que les dix ans à venir mettront à l'essai la position stratégique turque, qui dépendra aussi de l'évolution de la puissance chinoise.

19 « Wen Jiabao en visite en Turquie, la Chine et la Turquie établissent des relations stratégiques », *Hong Kong Economic Journal*, 9 octobre 2010.

20 Xu Song, « Xi Jinping rencontre le ministre des Affaires étrangères turc », *Xinhua*, 1^{er} novembre 2010.

21 « China, Turkey Conduct Second Major Exercise », *World Tribune*, 12 novembre 2010 (http://www.worldtribune.com/worldtribune/WTARC/2010/me_turkey1121_11_12.asp, consulté le 10 décembre 2010).



4. Le pétrole avant tout

MARIE-HÉLÈNE SCHWOOB

SOURCES :

- Xu Xiaojie²², « La Chine doit faire progresser sa politique de soft power au Moyen-Orient », *Diyi Caijing Ribao*, 5 juillet 2010.

- Shu Xianlin²³, « La stratégie pétrolière américaine au Moyen-Orient et la sécurité énergétique chinoise », *Xiya Feizhou*, février 2010.

- Shen Yuexiao²⁴, « Relations entre la stratégie de sécurité énergétique chinoise et le pétrole moyen-oriental », *Caijingjie - Money China*, janvier 2010.

La sécurité énergétique est devenue le pivot des relations entre la Chine et le Moyen-Orient. La Chine, portée par l'« explosion » de sa demande en carburants, est appelée à contribuer à la croissance de la demande

22 Xu Xiaojie est expert quant aux questions énergétiques à l'Institut de politique et d'économie internationale de l'Académie chinoise des sciences sociales.

23 Shu Xianlin est directeur de l'Institut de recherche en stratégie et sécurité énergétique de l'université technologique de Wuhan et professeur associé à l'École économique et juridique.

24 Shen Yuexiao est chercheur à l'Institut des relations internationales de l'université du Yunnan.

mondiale en pétrole à hauteur de presque 50 % d'ici à 2035. Les textes analysés ici ne prônent pas une politique de sécurisation offensive des ressources énergétiques. Ils s'attachent plutôt à démontrer les intentions pacifiques de la RPC vis-à-vis du Moyen-Orient et vont jusqu'à appeler la communauté internationale à soutenir l'approche chinoise à l'égard de cette région. Ils s'inscrivent dans le discours officiel, en réfutant en particulier le discours du « collier de perles »²⁵. Si les auteurs posent la Chine en pays défenseur des intérêts du Moyen-Orient, leurs points de vue diffèrent cependant sensiblement lors de l'étude des politiques menées par les autres pays au Moyen-Orient, oscillant entre opposition par rapport aux politiques hégémoniques et inspiration des politiques de soft power et de coopération.

Shen Yuexiao reconnaît tout d'abord l'importance des enjeux énergétiques que portent les territoires du Moyen-Orient. L'intensification de la compétition pour des ressources pétrolières moyen-orientales aux limites de plus en plus apparentes, et l'instabilité de la région, font planer le danger de répercussions directes sur la croissance et la stabilité sociale chinoise. Il propose d'appuyer la stratégie de sécurisation des approvisionnements énergétiques sur un modèle de coopération bilatérale entre la Chine et le Moyen-Orient.

D'une part, la Chine doit mener – conjointement avec l'importation d'une partie de ses besoins en hydrocarbures – une stratégie de stabilisation de ses approvisionnements, via l'implantation de filières d'exploitation et de transport des ressources pétrolières. En dehors des aspects liés à la sécurisation des approvisionnements énergétiques, cette coopération pourrait faire bénéficier les entreprises chinoises des progrès

25 Théorie selon laquelle la Chine mènerait une politique de mise en place de corridors énergétiques afin d'assurer son expansion stratégique vers l'océan Indien.

technologiques des entreprises moyen-orientales les plus avancées. Les capitaux et les technologies chinoises investis pourraient ainsi être rémunérés par une contribution technologique des entreprises partenaires, permettant d'améliorer les techniques et processus d'exploitation conduits dans l'Ouest et les régions désertiques du territoire chinois.

D'autre part, la Chine doit travailler au renforcement de ses liens avec la région moyen-orientale, dans le but d'attirer les capitaux sur son territoire.

Shen Yuexiao insiste sur le fait que ce modèle de coopération bilatérale doit s'appuyer sur le renforcement d'un partenariat multi-niveaux, à la fois transdisciplinaire (soutien politique et diplomatique, flux financiers, logique de coopération commerciale, etc.) et multisectoriel (coopération dans le domaine de l'exploration pétrolière, de la production, du raffinage, du transport, etc.).

Dans la suite de l'article, Shen Yuexiao s'attache à décrire les piliers de ce modèle de coopération bilatérale :

– les liens commerciaux ; l'auteur prône l'adoption de mesures en faveur du développement du commerce et de l'investissement, via l'encouragement des entreprises chinoises à investir dans le domaine pétrolier en Arabie Saoudite ;

– la coopération politique et militaire et une politique extérieure menée en vue « d'accroître l'amitié » (增加友谊, *zengjia youyi*) ; ces mesures doivent permettre, selon Shen Yuexiao, d'assouplir les restrictions saoudiennes sur l'établissement de raffineries chinoises en Arabie Saoudite. Pour cela, la Chine doit se concentrer sur trois points : le renforcement de la coopération et du commerce avec l'Iran via l'exploration et l'exploitation des champs

de pétrole risqués mais aux forts retours sur investissement ; le maintien d'une certaine distance par rapport à l'Irak, en raison de l'image internationale controversée qui est celle de ce pays ; la préservation des liens avec le Koweït et les Emirats Arabes Unis.

La Chine, au Moyen-Orient, se doit ainsi de faire preuve d'une intelligence diplomatique particulière en accord avec les principes de coopération aux bénéfices partagés (本着互利合作的原则, *benzhe huli hezuo de yuanze*), et prenant appui sur des outils « justes, rationnels et fiables ».

Enfin, Shen Yuexiao précise que la position de la Chine au Moyen-Orient ne doit entrer en conflit ni avec les intérêts des États-Unis et des autres pays occidentaux, ni avec ceux du Moyen-Orient. La politique menée par la Chine doit, selon lui, faire bon usage de la structure relationnelle existant entre les différents pays établis au Moyen-Orient, dans le but de permettre à Pékin de renforcer sa position diplomatique régionale. La Chine doit se tourner vers le renforcement de la coopération et de l'échange avec les organisations internationales impliquées dans les affaires moyen-orientales et avec les différents acteurs étatiques en présence. Sa politique doit viser des formes de coopération qui diffusent une image de la Chine comme « force de stabilisation » (稳定的力量, *wending de lilian*). La Chine doit, enfin, user de la diplomatie préventive, et renforcer la coopération avec les pays périphériques, afin d'assurer la sécurité du transport des ressources pétrolières.

Shu Xianlin, dans son article sur la stratégie pétrolière américaine au Moyen-Orient et la sécurité énergétique chinoise, met également en avant les intentions pacifistes du développement chinois au Moyen-Orient. Cependant, loin de faire corps avec les théories de domination conjointe sino-américaine (中美共主, *zhongmei gongzhu*) reposant

sur le concept de « stabilité hégémonique », Shu Xianlin met au contraire l'accent sur la position anti-hégémonique de la Chine. Son insistance sur l'antagonisme existant entre la politique « d'harmonie » chinoise (和谐世界论, *hexie shijielun*) et la recherche américaine de « stabilité hégémonique » (霸权稳定论, *baquan wendinglun*) lui permet de justifier le pacifisme des intentions chinoises et de renforcer la Chine dans sa position diplomatique alternative.

Selon Shu Xianlin, la Chine s'oppose à toute forme d'hégémonie, et en particulier aux politiques hégémoniques menées par les États-Unis dans le domaine pétrolier. Shu Xianlin pose la Chine en pays défenseur des droits souverains des pays producteurs de pétrole, de l'indépendance des politiques de gestion des ressources naturelles et pétrolières des pays du Moyen-Orient, et du combat pour la défense des intérêts politiques et économiques de ces pays et des pays en voie de développement. La politique de sécurité énergétique menée par la Chine au Moyen-Orient s'accorde, selon lui, à des principes qui relèvent d'une politique générale d'utilisation des voies de la coopération économique aux bénéfices partagés, permettant d'acquérir par des moyens pacifiques les ressources naturelles, technologiques et économiques nécessaires à son développement.

Si les États-Unis ont pu insister sur le fait que la Chine, du fait de la croissance exponentielle de ses besoins en énergie, constituait une menace pour les approvisionnements énergétiques à partir du Moyen-Orient (中国石油威胁论, *zhongguo shiyou weixielun*),

Shu Xianlin désire, quant à lui, attirer l'attention de la communauté internationale sur la part de responsabilité portée par les États-Unis dans l'instabilité de la région et, par voie de conséquence, dans les risques en matière d'approvisionnement du monde en ressources pétrolières. Selon lui, la recherche d'un contrôle absolu du Moyen-Orient et du

Grand Moyen-Orient est à l'origine d'un jeu d'échec comportant des risques importants pour la sécurité énergétique de la Chine et le marché énergétique mondial en général.

Selon Shu, l'instabilité de la situation moyen-orientale est étroitement liée à l'intervention des États-Unis. L'auteur critique l'incompatibilité des deux piliers de la politique américaine (sécurité israélienne et sécurisation des approvisionnements en pétrole), les changements

de l'attitude politique envers l'Irak et l'Iran, la guerre d'expansion menée contre le terrorisme – à l'origine d'une aggravation des conflits déjà existants et d'attaques terroristes perpétrées sur les installations pétrolières qui mettent en danger la sécurité de l'approvisionnement.

Enfin, Shu Xianlin insiste sur les risques de conflits potentiels dus à l'antagonisme existant entre les deux types de politique de sécurisation énergétique respectivement menées par la Chine et les États-Unis. Cette situation peut, selon lui, affecter de manière appréciable les relations sino-américaines. L'argumentaire américain fondé sur les théories de « stabilité hégémonique » ne suffit plus, pour la Chine, à justifier l'influence exercée par les États-Unis sur des zones stratégiques pour le transport des ressources pétrolières, comme le canal de Suez ou le détroit de Malacca.

« Malgré l'effort de diversification des sources d'importation, le Moyen-Orient continuera à tenir le rôle principal dans l'approvisionnement de la Chine en hydrocarbures »

Cette influence est aujourd'hui ressentie comme une menace pour le développement pacifique de la Chine, et Shu Xianlin s'interroge sur les conséquences qu'aurait une détérioration des relations sino-américaines au Moyen-Orient sur la situation mondiale et sur les approvisionnements énergétiques mondiaux. L'auteur finit en mettant en question la possibilité de contourner l'opposition entre les politiques menées par la Chine et les États-Unis au Moyen-Orient et de trouver une voie de coopération et de bénéfices partagés.

Cependant, selon Shen Yuxiao, la stratégie énergétique chinoise ne doit pas considérer le Moyen-Orient comme seul réservoir d'approvisionnement énergétique. L'auteur insiste sur le fait que d'autres régions telles que l'Asie centrale ou la Russie ne doivent pas être négligées. La politique de coopération économique doit, selon lui, être menée, au Moyen-Orient comme en Asie centrale, au moyen des échanges commerciaux, de l'augmentation des investissements, ainsi que dans la participation au processus de production. La Chine doit également s'attacher à développer ses relations avec les pays d'Asie centrale. La coopération avec la Russie est, quant à elle, vue comme un moyen de sécuriser à la fois les approvisionnements énergétiques et les frontières chinoises. La principale mesure consiste, selon lui, à travailler sur la coopération politique, afin de permettre la mise en place d'un environnement d'investissement favorable.

Cependant, malgré l'effort de diversification des sources d'importation, le Moyen-Orient continuera à tenir le rôle principal dans l'approvisionnement de la Chine en hydrocarbures, selon Xu Xiaojie. L'auteur souligne l'importance majeure que revêtent les questions énergétiques moyen-orientales pour la sécurité chinoise, et les efforts déployés par la Chine pour renforcer ses liens diplomatiques avec la région. Malgré l'inaboutissement des

discussions entourant l'éventuelle création de postes de conseillers à l'énergie ou aux questions pétrolières (能源参赞, 石油参赞, *nengyuan canzan, shiyou canzan*), des efforts diplomatiques importants ont été réalisés par les conseillers commerciaux et les ambassadeurs de chaque pays, et ont permis de mettre en place un environnement favorable à la coopération.

Xu Xiaojie souligne cependant l'insuffisance des coopérations bilatérales. L'entretien des liens avec le Moyen-Orient doit, selon lui, prendre en compte une multiplicité de facteurs complexes, historiques et réalistes. Il déplore le manque de *soft power* dans les relations entretenues par la Chine avec le Moyen-Orient, et conclut en soulignant la puissance et l'efficacité de la politique de *soft power* menée par l'Inde dans les pays du Proche et du Moyen-Orient.

REPÈRES

5. Enrayer la surenchère des « intérêts fondamentaux »

MATHIEU DUCHÂTEL

SOURCE :

- « La définition des intérêts fondamentaux chinois ne doit pas s'élargir trop facilement : entretien avec Zhu Feng²⁶ », *Guoji xianqu daobao*, 10 janvier 2011.

La mer de Chine du Sud est-elle définie par le gouvernement chinois, à l'instar de Taiwan et du Tibet, comme un « intérêt fondamental » (核心利益, *hexin liyi*, *core interest* en anglais) ? De nombreux observateurs internationaux s'interrogent depuis que le *New York Times* a révélé, en avril 2010, l'emploi du terme par des officiels chinois lors de la visite de Jeffrey Bader et de James Steinberg à Pékin en mars, dans le cadre d'un dialogue sur l'Iran²⁷. Dans un entretien accordé à l'agence Xinhua, le professeur Zhu Feng conteste ce récit, tout en proposant une redéfinition des intérêts nationaux chinois. Il reconnaît pourtant le durcissement de la politique étrangère chinoise en 2010, en particulier sur les

26 Zhu Feng est professeur de relations internationales et vice-directeur du centre de recherche sur la stratégie internationale de l'université de Pékin.

27 « Chinese Military Seeks to Extend its Naval Power », *New York Times*, 23 avril 2010.

dossiers de souveraineté maritime. Selon Zhu Feng, la diplomatie chinoise gagnerait à être véritablement coordonnée par un ministère des Affaires étrangères fort. Implicitement, il confirme donc l'hypothèse selon laquelle des acteurs non « diplomatiques » poussent un agenda de politique étrangère spécifique.

Le concept d'intérêt fondamental a une signification particulière dans le vocabulaire diplomatique chinois. Pour Zhu Feng, son emploi signifie que la Chine se réserve le droit d'employer toutes les options à sa disposition, y compris l'usage de la force. L'introduction du texte définit ces intérêts comme ceux sur lesquels « aucun compromis n'est possible ». Zhu Feng propose une définition en trois volets de la politique étrangère chinoise à l'égard de ses intérêts fondamentaux : « refuser toute concession, nier qu'il y a une dispute, s'opposer à toute ingérence » (不可让步, 不容争议, 不容干涉, *buke rangbu, bu rong zhengyi, burong ganshe*).

L'article vise surtout à contester la véracité du « mythe des intérêts fondamentaux en mer de Chine du Sud » (南海核心利益说, *nanhai hexin liyi shuo*), Zhu Feng y donne ainsi sa propre interprétation du dialogue de haut niveau de mars 2010, au cours de laquelle les officiels chinois n'auraient pas employé le terme contesté. C'est lors d'une discussion privée qu'un officiel chinois aurait estimé que la mer de Chine du Sud « concernait » (涉及, *sheji*) les intérêts fondamentaux chinois, ce qui ne veut donc pas dire que cette étendue devait être définie comme l'un des intérêts fondamentaux de Pékin. Pourtant, même s'il s'agit seulement de dire que cette mer « concerne » les intérêts fondamentaux, un double malentendu doit encore être dissipé : la politique étrangère chinoise n'a pas intégré la mer de Chine du Sud comme un intérêt fondamental, et une rupture dans ce sens n'est pas d'actualité – du moins dans un futur prévisible. Selon lui, les fondements de la

diplomatie chinoise en mer de Chine du Sud restent inchangés : le respect de l'esprit de la déclaration de 2002 sur l'adoption d'un code de conduite, le choix du dialogue plutôt que de la coercition, et l'engagement à respecter la liberté de navigation.

Or, même si l'emploi du terme semble avoir été exagéré par la presse américaine, ses effets sur les relations internationales de la Chine sont comparables à une « pierre jetée dans l'océan qui soulève mille vagues » (一石激起千层浪, *yishi jiqi qianceng lang*). Dans le monde entier, les analystes ont pointé un durcissement de la politique régionale de la Chine et formulé l'hypothèse d'une rupture durable avec l'approche diplomatique consacrée par la signature, en 2002, de la déclaration Chine-ASEAN sur la signature future d'un code de conduite dans la zone maritime disputée, avant laquelle les parties devaient faire preuve de retenue. Plus encore, le regain de tensions en mer de Chine du Sud a abouti à un renforcement de la coopération sur la sécurité entre les États-Unis et les pays du Sud-est asiatique. Dans l'ensemble, l'entretien avec Zhu Feng accrédite l'idée d'un rebond régional de la théorie de la menace chinoise après une décennie de diplomatie de bon voisinage couronnée de succès. Il met vaguement en avant, sans la dénoncer avec virulence, la théorie d'un complot américain, tout en préférant s'attacher aux enjeux réels en mer de Chine du Sud : un renforcement de la présence américaine et une méfiance grandissante des voisins asiatiques de la Chine.

C'est sur le terrain stratégique que Zhu Feng se propose de contester l'intégration de la mer de Chine du Sud dans le cercle très fermé des « intérêts fondamentaux » chinois. Selon lui, il s'agirait là d'une initiative contreproductive, d'autant que l'extension de l'emploi du concept à de nouveaux dossiers de politique internationale ne fait que l'affaiblir.

La mer de Chine du Sud ne recouvre pas seulement un « territoire maritime souverain chinois » (la zone disputée), elle comprend aussi des mers territoriales et des zones économiques exclusives de sept autres États asiatiques. Certaines portions de la mer de Chine du Sud relèvent en outre du régime juridique des eaux internationales. Utiliser le concept, c'est renforcer le « degré d'alerte » (警惕, *jingti*) des pays de la zone quant à leurs industries maritimes, leurs voies de communication et leurs intérêts de sécurité, et diffuser deux signaux. Selon ces derniers, la Chine a défini une « sphère de puissance maritime » (海上势力范围, *haishang shili fanwei*) en Asie Orientale et, à l'avenir, la résolution finale des différends de territoire maritime se fera selon les moyens que la Chine choisira de manière unilatérale, sans que les autres parties prenantes du conflit n'aient d'autre choix que d'accepter la décision de Pékin.

L'entretien n'en est pas moins l'occasion, pour Zhu Feng, de formuler une critique non dissimulée des orientations récentes de la politique étrangère chinoise et, de manière plus générale, de la vague nationaliste qui domine le débat intellectuel. Il décèle en Chine une tendance à « s'écouter parler, et jouer avec elle-même » (自说自话, 自己和自己玩, *zishuo zihua, ziji he ziji wan*). Cette critique part d'un constat : le renforcement, en Chine comme dans les pays occidentaux, des voix les plus dures. En Occident, celles-ci appellent à contenir la Chine et dénoncent désormais sans relâche la menace que constituerait sa montée en puissance non sur le terrain sécuritaire, mais sur celui des valeurs libérales de la démocratie et des droits de l'homme. En Chine, on compte, selon Zhu Feng, de plus en plus de positions belliqueuses et

va-t-en-guerre. En outre, il n'y a plus, dans le pays, de vision consensuelle de la politique internationale, les points de vue sont divers et les affrontements nombreux. Plus grave encore, la Chine s'enferme souvent dans une « autosatisfaction morale » (道德层次上的自我满足感, *daode cengcishang de ziwo manzu gan*). C'est ce sentiment de légitimité blessée qui explique la définition des intérêts fondamentaux. Mais il incite aussi à analyser la politique chinoise des États-Unis selon deux perspectives, l'encercllement et la théorie du complot (阴谋论, *yinmou lun*). Pour Zhu Feng, il s'agit d'une approche anormale et malsaine. Enfin, l'effort

« La diplomatie chinoise gagnera à être véritablement coordonnée par un ministère des Affaires étrangères fort »

chinois pour « guider l'opinion publique » (舆论导向, *yulun daoxiang*) a pour effet pervers de concentrer tous les débats dans les médias et internet sur les prises de positions faisant preuve « d'émotivité nationaliste » (民族主义情绪, *minzu zhuyi qingxu*).

L'entretien avec Zhu Feng s'achève sur des recommandations. Primo, n'employer qu'avec prudence (慎用, *shenyong*) le concept d'intérêts fondamentaux. La Chine a signé la déclaration pour un code de conduite en mer de Chine du Sud, et donner l'impression d'une rupture de sa politique étrangère entamerait sa crédibilité. En outre, la Chine n'a pas la puissance nécessaire pour traiter la mer de Chine du Sud comme un intérêt fondamental, et elle devrait donc s'en abstenir, également dans un souci de crédibilité.

Secundo, il propose de penser la politique étrangère chinoise à partir d'une définition précise de l'intérêt national. Il réagit à une définition en trois volets par le conseiller d'État et maître d'œuvre de la politique étrangère chinoise Dai Bingguo des intérêts fondamentaux chinois, postée à la fin de

2010 sur le site du ministère des Affaires étrangères : préserver le système social et la sécurité nationale, défendre la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale, et consolider le développement durable de l'économie et de la société. Selon Zhu Feng, l'intérêt national chinois se décompose en intérêts de souveraineté, de sécurité et de développement économique. Mais, selon Zhu Feng, il s'agit là d'intérêts fondamentaux de nature différente de ceux qui pourraient être définis pour justifier certaines politiques étrangères.

Pour Zhu Feng, la Chine doit s'inspirer du Conseil pour la sécurité nationale américaine, qui hiérarchise la définition de l'intérêt national américain tous les deux ans dans son rapport, *The National Security Strategy of the United States*. Il propose de classer les intérêts chinois en trois catégories : les intérêts stratégiques, les intérêts importants, les intérêts secondaires (战略利益, 重要利益, 次重要利益, *zhanlue liyi, zhongya liyi, cizhongyao liyi*). Les premiers recouvrent les intérêts de long terme qu'aucune transformation de l'ordre international ou de la situation intérieure chinoise ne saurait justifier de redéfinir. Ils comprennent, selon Zhu Feng, le maintien de marchés internationaux ouverts, d'un système international coopératif, qui permet en particulier la fourniture des matières premières et énergétiques nécessaires au développement national chinois. Les seconds comprennent les intérêts qui s'imposent sur l'agenda du gouvernement comme des questions à traiter en priorité. Enfin, les intérêts secondaires sont ceux sur lesquels le gouvernement n'a pas vraiment le moyen de faire valoir ses positions, et qu'il s'agit surtout de geler en conservant ses cartes, tant que leur degré d'urgence ne justifie pas une initiative. L'on comprend bien que c'est dans cette catégorie que Zhu place la mer de Chine de Sud.

Tertio, il recommande que le rôle du ministère des Affaires étrangères soit rehaussé dans

le processus de décision. Aujourd'hui, cette administration n'a en effet pas la capacité de coordonner l'ensemble des organes gouvernementaux qui font valoir leurs intérêts dans la politique étrangère.



6. L'unité entre les États-Unis et les voisins d'Asie n'a rien d'inévitable

MATHIEU DUCHÂTEL

SOURCES :

- Liu Jianfei²⁸, « L'environnement régional de la Chine n'a pas changé de manière substantielle », *Liaowang dongfang zhoukan*, 15 novembre 2010.

- « Entretiens avec Ma Xiaojun²⁹ et Gao Zugui³⁰ : un réexamen de l'environnement stratégique de la Chine », *Xuexi shibao*, 10 janvier 2011.

Au tournant de 2010 et de 2011, la presse chinoise ouvre ses colonnes à nombre d'analyses sur la « dégradation de l'environnement de sécurité régional de la Chine ». L'expression fait pendant à la notion d'*assertiveness* de la politique étrangère chinoise dans la région, largement diffusée par les analystes américains. Du point de vue des

28 Liu Jianfei est vice-directeur de l'Institut d'études stratégiques internationales de l'École centrale du Parti communiste chinois.

29 Ma Xiaojun est chercheur à l'Institut d'études stratégiques internationales de l'École centrale du Parti communiste chinois.

30 Gao Zugui dirige le centre d'études sur la politique mondiale du China Institutes of Contemporary International Relations.

experts pékinois, la liste des développements négatifs est longue, à tel point que Ma Xiaojun n'hésite pas à les inscrire dans une « nouvelle situation de guerre froide » (新的冷战格局, *xin de lengzhan geju*). En mer de Chine du Sud, les parties prenantes au conflit de souveraineté ont durci leur position en se rapprochant des États-Unis. Dans le pourtour maritime de la Chine, les États-Unis ont tenu avec le Japon et la Corée du Sud les exercices maritimes conjoints les plus importants de l'histoire des deux alliances. Au Japon, une fois au pouvoir, le Parti démocratique a rompu très rapidement avec sa politique chinoise amicale. Les experts chinois s'accordent pour voir comme facteur principal de cette dégradation le « retour américain en Asie Orientale » (重返东亚, *chongfan dongya*), symbolisé par la participation américaine, une première, au sommet de l'Asie orientale (*East Asia Summit*) tenu en octobre 2010 à Hanoï (Vietnam).

Liu Jianfei explique la montée des tensions régionales par le réajustement de la politique chinoise de l'administration Obama. En novembre 2009, lors de la première escale chinoise du Président des États-Unis, la diplomatie chinoise avait cru imposer ses concepts, la « confiance stratégique mutuelle » et le respect des intérêts fondamentaux chinois. Mais Pékin s'est rapidement aperçu que la prétendue nouvelle politique chinoise de Washington comportait les mêmes éléments négatifs que celle des administrations précédentes : le *containment*, l'encercllement, le *balancing* (牵制, 防范, 平衡, *qianzhi, fangfan, pingheng*), au service d'une stratégie de préservation de la suprématie américaine en Asie et dans le monde. Or selon Liu Jianfei, la pression sur l'exécutif américain est plus forte qu'à l'accoutumée en raison de l'affaiblissement de son pouvoir à l'issue des élections de mi-mandat et de la crise économique mondiale. En conséquence, Washington

aurait repoussé les limites habituelles de ses politiques hostiles à l'égard de la Chine, en s'ingérant en mer de Chine du Sud et en soutenant ouvertement le Japon sur le dossier des îles Senkaku/Diaoyu. L'analyse de Gao Zugui diffère dans le sens où celui-ci préfère mettre en avant une réaction américaine plutôt qu'une série d'initiatives hostiles. Cette réaction relève de la « défense offensive » (进攻性防御, *jingongxingefangyu*), une réponse de *balancing* classique à la montée de l'influence régionale chinoise.

A partir de là, selon Liu Jianfei, l'insuffisance de la « communication stratégique » (战略沟通不够, *zhanluè goutong bu gou*) aurait amplifié le désaccord entre les deux grandes puissances en ouvrant un espace aux interprétations peut-être exagérées fondées sur la méfiance. Liu Jianfei reconnaît que la perception chinoise d'une ingérence américaine accrue vis-à-vis des intérêts de sécurité chinois en Asie orientale a incité Pékin à un véritable réajustement de sa stratégie asiatique. La priorité est désormais de « rejeter les Américains hors d'Asie » (将美国赶出东亚, *jiang meiguo ganchu dongya*). Dans le même temps, la diplomatie chinoise a cessé de jouer le rôle de *responsible stakeholder* (负责任的利益攸关方, *fuzeren de liyi youguanfang*) dans les grands dossiers de gouvernance mondiale et de sécurité régionale.

Pourtant, Liu Jianfei préfère relativiser la dégradation de l'environnement de sécurité régional de la Chine. Les problèmes se concentrent en Asie orientale, car dans les autres sous-régions de l'Asie, la Chine entretient des relations plutôt stables avec ses voisins. En réalité, même dans la géopolitique de l'Asie orientale, l'affaiblissement des

positions chinoises n'est que limité (局部, *jubu*) et n'a rien de global (全面, *quanmian*). Pour preuve, selon Liu Jianfei, le renforcement du partenariat stratégique sino-russe, un développement occulté par nombre d'observateurs mais qui a ouvert à la Chine des marges de manœuvre dans sa relation avec le Japon. La visite en

« Le retour des États-Unis en Asie ne marque en rien une rupture dans la politique chinoise de Washington »

Chine du Président Medvedev, en septembre 2010, s'est conclue par la signature de plusieurs accords de coopération et d'un communiqué conjoint marquant le 65^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce dernier texte de facture antifasciste et anti-impérialiste très marquée

scelle un front géopolitique sino-russe contre le Japon. En effet, peu après sa visite en Chine, le Président Medvedev est devenu en novembre le premier Président russe à poser le pied sur les îles Kouriles, occupées par Moscou et revendiquées par le Japon, portant un « coup violent » (沉重的打击, *chenzhong de daji*) à l'extrême droite japonaise et facilitant l'adoption par Pékin d'une position très dure à l'égard des Diaoyu/Senkaku.

En outre, selon Liu, le retour des États-Unis en Asie ne marque en rien une rupture dans la politique chinoise de Washington, et l'hostilité américaine à l'égard de la montée en puissance de la Chine doit être relativisée. Car les priorités de sécurité américaines sont ailleurs, en Afghanistan et en Iran, face à Al-Qaïda et à la prolifération des armes de destruction massive. L'activisme géopolitique américain se concentre dans l'arc de crise du grand Moyen-Orient, et Washington n'a pas l'ambition de façonner un nouvel ordre sécuritaire en Asie orientale. Dans ce sens, la grande stratégie américaine consiste à conserver une suprématie internationale. Au lieu de contrer la montée en puissance

de tel ou tel pays, il s'agirait plutôt de renouveler les formes de domination américaine sur les affaires internationales.

Enfin, aucun des pays d'Asie orientale qui se rapproche des États-Unis n'a transformé en profondeur sa politique à l'égard de la Chine. La relation coopérative substantielle entre la Chine et la Corée du Sud a survécu à la dégradation considérable de l'image de la Chine chez son voisin à la suite de l'incident de la corvette Cheonan. La mise en place de la zone de libre-échange Asean+1 n'est pas retardée par les pays du Sud-est asiatique malgré les tensions en mer de Chine du Sud. Même les conservateurs japonais préconisent une coopération mutuellement bénéfique avec la Chine. Dans l'ensemble, la politique étrangère de chacun des voisins de la Chine en Asie orientale demeure indépendante, elle n'est pas entièrement soumise aux États-Unis, les pays concernés recherchant plutôt un équilibre entre les avantages qu'ils retirent de leurs relations avec les deux grandes puissances de la région.

Dans ces conditions, Liu Jianfei livre une conclusion positive. Jusqu'en 2020, la politique étrangère chinoise peut toujours saisir sa « période d'opportunité historique » (战略机遇期, *zhanlue jiyuqi*). Gao Zugui ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme qu'il suffit à la Chine de ne rien changer à sa double stratégie de politique de bon voisinage et d'ouverture positive à l'égard du régionalisme asiatique pour continuer à renforcer ses positions en Asie orientale. Selon lui, la série d'incidents de l'année 2010 survenus dans la péninsule coréenne, autour des Senkaku/Diaoyu et en mer de Chine du Sud ont plutôt souligné la responsabilité partagée entre la Chine et les États-Unis pour maintenir la paix et la stabilité en Asie orientale.



7. Les menaces de la politique monétaire américaine, une réponse internationale

CHENG GONG

SOURCES :

- Yang Zhongxu et Wang Yanchun, « Endiguer le *Quantitative Easing 2* », *Caijing*, novembre 2010.
- Xia Bin³¹, « Une réforme du système monétaire international forcée », *Caijing*, novembre 2010.
- Xiong Xin, « Comment le *Quantitative Easing* américain influence-t-il la politique monétaire chinoise ? », *Zhengquan ribao*, novembre 2010.
- Wang Dong, « Il est temps pour un changement de cap dans la politique monétaire chinoise », *Zhongguo jingji daobao*, novembre 2010.

La Réserve fédérale des États-Unis (la « Fed »)

31 Xia Bin est directeur de l'Institut de la finance au centre de recherche sur le développement du Conseil des affaires d'État (国务院发展研究中心金融研究所, *Guowuyuan fazhan yanjiu zhongxin jinrong suo*). Il siège également au sein du comité de la politique monétaire de la Banque populaire de Chine (中国人民银行货币政策委员会, *Zhongguo renmin yinhang huobi zhengce weiyuanhui*).

a annoncé, le 3 novembre 2010, la mise en place de la politique du *Quantitative Easing 2* (QE2), un nouveau cycle de politique monétaire accommodante³². En rachetant 600 milliards de bons du Trésor et en maintenant le taux d'intérêt directeur à un niveau très bas, entre 0 et 0,25 %, la Fed cherche à stimuler la relance économique américaine et à absorber un niveau de chômage important. Or, cette politique du QE2 était devenue, avant même sa mise en œuvre définitive, la cible de critiques au sein de la communauté internationale, les reproches des pays émergents étant les plus virulents. En effet, le QE2 est souvent considéré comme une version contemporaine de la politique du « chacun pour soi » des années 1930 (« *Beggar-Thy-Neighbour Policy* »), l'une des sources de la Grande Dépression.

En tant que la plus grande économie émergente ayant des interconnexions fortes avec l'économie des États-Unis, la Chine se considère comme l'une des principales victimes de cette nouvelle donne de la politique monétaire américaine. La presse chinoise a quasi unanimement qualifié les effets du QE2 de « désastreux » et le comportement de la Fed d'« irresponsable » vis-à-vis du bon fonctionnement de l'économie mondiale. Quel est l'impact du QE2 sur l'économie chinoise, et comment la Chine ajuste-t-elle ses politiques en conséquence ? Des articles sélectionnés dans la presse chinoise nous fournissent des pistes de réflexion.

En ce qui concerne l'impact du QE2, M. Zhou Xiaochuan, gouverneur de la Banque populaire de Chine, a très bien résumé le 32 Cette politique d'« assouplissement quantitatif » est censée pouvoir stimuler l'économie américaine par des mécanismes divers : faire remonter l'inflation anticipée afin d'éviter la délation, faire baisser les taux d'intérêt à long terme afin de faciliter le désendettement des ménages américains et le financement du déficit public, accroître les prix des actifs et créer un effet de richesse positif, déprécier le dollar afin de faciliter les exportations, etc

cœur du problème dans son discours du 5 novembre³³, cité à maintes reprises dans la presse chinoise. Selon lui, si le QE2, initialement conçu pour relancer l'économie nationale aux États-Unis, s'est doté d'une portée internationale, c'est justement parce que le dollar est la monnaie internationale de réserves et le principal intermédiaire des échanges commerciaux transfrontaliers. La prédominance du dollar a facilité la propagation des effets *spill-over* du QE2 dans le reste du monde. Ainsi, les répercussions du QE2 sur d'autres économies se concrétisent selon deux axes : la dépréciation du dollar et la fuite des liquidités créées par le QE2 vers le reste du monde, notamment vers des pays émergents.

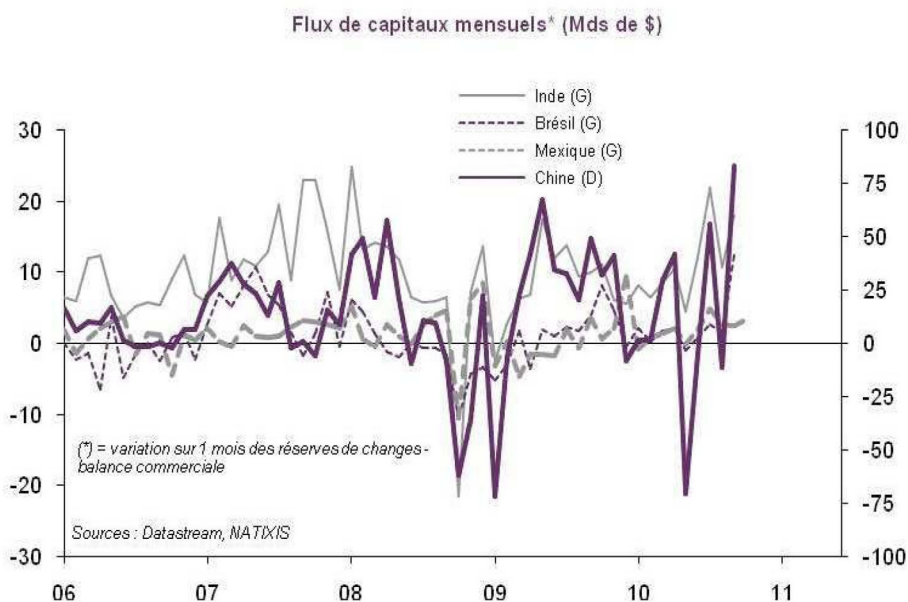
Pour la Chine, un dollar américain déprécié a pour conséquence directe la perte de valeur des réserves de change chinoises, plus de 60 % de ces réserves étant libellées en dollar. De surcroît, étant donné que la majorité des transactions concernant les matières premières se font en dollar, une baisse de la valeur du billet vert ferait augmenter les prix de ces matières premières, ce qui engendrerait de l'inflation importée pour la Chine.

Par ailleurs, le QE2 injecte une grande quantité de liquidités sur le marché. Cependant, contrairement à ce que la Fed prévoyait, les liquidités nouvellement créées ne sont pas restées aux États-Unis. Elles se sont précipitées vers des pays émergents, dont la Chine, où le marché boursier et le marché immobilier offrent de bien meilleures opportunités de placement qu'aux États-Unis. Le graphique ci-dessous nous permet de visualiser l'ampleur

33 Zhou a prononcé ce discours lors du 1^{er} sommet Caixin à Pékin (财新峰会, *Caixin fenghui*), le 5 novembre. Ce sommet, ayant comme thème « La Chine et le Monde (中国与世界, *Zhongguo yu shijie*) », étudie le rôle et la stratégie que la Chine devrait adopter dans un monde en grande transformation. .

des entrées de flux de capitaux dans certains pays émergents à la suite de l'annonce du QE2 par la Fed. Des économistes et de hauts fonctionnaires chinois ont exprimé dans la presse chinoise leurs inquiétudes concernant l'entrée des capitaux spéculatifs en Chine. L'arrivée des capitaux fébriles a déjà fait augmenter les prix des actifs sur des marchés internes chinois. Par exemple, Pan Shiyl, le plus gros promoteur foncier chinois, a confirmé une pression haussière des prix des logements dans des grandes villes chinoises de premier rang (一线城市, *Yixian Chengshi*) en raison d'importants investissements étrangers dans des logements de haut de gamme.

A terme, des bulles spéculatives –boursière ou immobilière – seront formées, qui risquent d'éclater une fois que les spéculateurs étrangers auront perdu leur confiance dans la conjoncture macroéconomique future du pays d'accueil. Par conséquent, Ding Zhijie³⁴, interviewé par *Zhengquan ribao*, conclut que « le QE2 américain sera à l'origine d'une crise financière dans des pays émergents ».



Source : NATIXIS, *Flash économie* « Création monétaire aux États-Unis : l'arrosee arrosé », 3 décembre 2010

34 Ding est directeur de l'Institut de la finance à l'Université du commerce et de l'économie internationale (对外经贸大学金融学院, *Duiwai jingmao daxue jinrong xueyuan*).

Les effets secondaires du QE2 ne se limitent pas uniquement au niveau national chinois. Cette nouvelle version de la politique du « chacun pour soi » pourrait également accentuer les conflits d'intérêts entre pays et intensifier le risque d'une potentielle « guerre des monnaies » au niveau mondial. De nombreux pays, à l'image du Japon³⁵, ont déjà été conduits à intervenir sur le marché des changes afin de contenir l'appréciation de leur monnaie nationale vis-à-vis d'un dollar déprécié.

Face aux risques d'inflation, d'attaques spéculatives liées à l'entrée des capitaux fébriles et de guerre des monnaies, quelle est la réaction des autorités chinoises ? Pourraient-elles utiliser intelligemment les capitaux étrangers pour le développement économique tout en minimisant les risques spéculatifs ? Selon Zhou Qiren³⁶, cité dans *Caijing*, la Banque populaire de Chine a déjà son plan d'urgence. « Il ne s'agit que d'une question d'application », dit Zhou Qiren.

Sur le plan national, la Banque centrale chinoise a entrepris des ajustements de la politique monétaire, en adoptant une stratégie de « rigorisme à l'intérieur » (内紧, *nejin*) pour contrebalancer le « laxisme à l'extérieur » (外松, *waisong*). Cette stratégie de « rigorisme à l'intérieur » consiste, en premier lieu, à endiguer les nouveaux flux entrants de capitaux étrangers. Le recentrage de la politique du contrôle des changes met

35 La Banque centrale japonaise a racheté des dollars sur le marché des changes international et a réfléchi sur la possibilité d'instaurer une version japonaise du *Quantitative Easing*.

36 Zhou est directeur de l'institut de recherche du développement national (国家发展研究院, *guojia fazhan yanjiuyuan*) à l'université de Pékin. Il siège aussi au sein du comité de la politique monétaire de la Banque populaire de Chine.

en lumière la détermination des autorités monétaires chinoises pour faire reculer les investisseurs spéculatifs étrangers. Preuve en est la publication d'une nouvelle circulaire³⁷ par l'Administration nationale des changes (国家外汇管理局, *Guojia Waihui Guanliju*)

le 9 novembre, juste après l'annonce du QE2 par la Fed. Par ailleurs, la Chine est en train d'étudier l'exemple du Brésil et de la Thaïlande, qui ont recouru à une forme de taxe Tobin pour restreindre l'entrée des capitaux étrangers de court terme dans leur pays.

De plus, les capitaux étrangers ne pourraient perturber la macroéconomie chinoise que s'ils sont convertis en yuans. Ainsi, à côté de la construction d'un « barrage » endiguant l'entrée massive des capitaux spéculatifs, les autorités monétaires chinoises cherchent aussi à absorber l'excès de liquidités libellées en yuans qui existe déjà sur le marché interne. Plusieurs instruments sont à la disposition de la Banque centrale chinoise : hausse du ratio de réserves obligatoires, réévaluation du taux de change du yuan, rationnement des crédits domestiques, augmentation des taux d'intérêt. Jusqu'au 16 novembre 2010, la Banque populaire de Chine a déjà augmenté quatre fois le ratio de réserves obligatoires des banques commerciales chinoises en un an, élevant ce ratio à un record historique : 18 %. 350 milliards de liquidités ont été ainsi récupérés par la Banque centrale. Certains économistes, tels que Wang Qing, économiste en chef à Morgan Stanley Chine, ont même

37 La « circulaire concernant le renforcement des opérations de change » vise à surveiller de plus près les flux financiers liés au commerce international, aux IDE et aux offres publiques à l'étranger, ainsi que la gestion des positions en devises des banques commerciales chinoises.

« La Banque centrale chinoise a entrepris des ajustements de la politique monétaire, en adoptant une stratégie de « rigorisme à l'intérieur » »

proposé de ne plus payer les intérêts sur les dépôts de réserves obligatoires des banques commerciales, donnant ainsi un signal fort sur la détermination de la Banque centrale chinoise pour la lutte contre les capitaux spéculatifs.

Enfin, nonobstant ces ajustements de la politique monétaire nationale à court terme, une réforme du système monétaire international, visant à contenir le « pouvoir exorbitant » du dollar américain, se révèle indispensable, voire imminente. En effet, selon Cao Yuanzheng³⁸, « si l'injection des liquidités ne s'arrête pas en amont avec de futurs QE3 ou QE4, un « barrage », quel qu'il soit, ne sera pas suffisant ». Ainsi, la question prioritaire est de savoir comment atténuer les effets des politiques économiques américaines. En tant qu'émetteurs de la monnaie des transactions internationales, les États-Unis devraient assumer davantage de responsabilités vis-à-vis de la stabilité de l'économie mondiale. Dai Xianglong³⁹, interviewé par *Zhengquan ribao*, a même voulu proposer l'instauration d'une bande de flottement pour le taux de change du dollar américain. Selon Cheng Siwei, il est urgent de trouver un cadre de négociation efficace pour discuter du problème du dollar avec les États-Unis. Il est encourageant de voir apparaître des indices qui font croire qu'une configuration « 19 contre 1 » est sur le point d'émerger au sein du G20, ce qui pourrait éventuellement mettre la pression sur les autorités américaines. De surcroît, un deuxième versant de la réforme systémique, qui concerne l'internationalisation du yuan, est souvent avancé par des fonctionnaires chinois, dans le but de diversifier les moyens de règlements internationaux et de réduire le rôle

hégémonique du dollar américain. L'ouverture des marchés de placement offshore en yuans permettrait en effet d'évacuer une partie de liquidités chinoises vers un marché extérieur qui n'aura que peu d'impact sur l'économie réelle chinoise.

38 Cao est économiste en chef au sein du groupe Bank of China International Holdings.

39 Actuellement président du Conseil national pour le fonds de la sécurité sociale (全国社会保障基金理事会, *Quanguo shehui baozhang jijin lishihui*), Dai est ancien gouverneur de la Banque populaire de Chine.



8. Un agenda international pour le Renminbi

THOMAS VENDRYES

SOURCES :

- Ge Huayong⁴⁰, « Le yuan doit entrer dans le panier de devises des droits de tirage spéciaux », *Zhongguo gaige (Réforme en Chine)*, 2010, n°10.

- Gao Haihong⁴¹, « Perspectives sur le fait que le yuan devienne une monnaie internationale », *Shijie jingji yu zhengzhi*, 2010, n°9.

Avec la crise des subprimes, les relations monétaires internationales sont devenues l'une des principales préoccupations pour les Chinois, tant au niveau politique qu'universitaire. La thématique générale de ces réflexions est donnée, comme le souligne le début de l'article de Gao Haihong, par le

discours de Zhou Xiaochuan⁴², gouverneur de la Banque de Chine, la banque centrale de la République populaire, prononcé le 23 mars 2009 en prévision de la réunion du G20 à Londres le 2 avril 2009 pour aborder de manière coordonnée la résolution de la crise financière et économique internationale : une des causes majeures de cette crise est le dérèglement du système monétaire international et la prédominance du dollar depuis l'instauration du système de Bretton Woods. Stabiliser l'environnement économique international nécessite donc de réformer le fonctionnement des relations monétaires internationales et de réduire leur déséquilibre en faveur des États-Unis. Une solution multilatérale et négociée, comme l'introduction d'une monnaie de réserve supranationale (超主权储备货币, *chaozhuquan chubei huobi*), serait idéale, mais reste peu probable, comme le note Gao Haihong dès le début de son article. Il reste donc à faire émerger un ordre monétaire multipolaire (多元的货币体系, *duoyuan de guoji huobi tixi*), négocié ou non, ce qui implique nécessairement l'internationalisation du yuan (人民币国际化, *renminbi guojihua*).

Depuis lors, se sont multipliés les débats sur les gains, les coûts, les conditions et le calendrier de l'internationalisation de la monnaie chinoise, au sein d'un ordre monétaire international négocié ou non. Ces discussions ont vu apparaître, tout récemment, un nouveau thème, qui correspond aussi à une nouvelle demande politique de la part du gouvernement chinois⁴³ : l'intégration du yuan

40 Ge Huayong est directeur du département d'organisation du comité du Parti ainsi que du service du personnel de la Banque de Chine.

41 Gao Haihong est chercheuse à l'Institut de politique et d'économie mondiales de l'Académie des sciences sociales de Chine, et elle est notamment directrice du bureau de recherche sur la finance internationale.

42 Zhou Xiaochuan, « Réformer le système monétaire international », discours prononcé le 23 mars 2009, version anglaise (« Reform the International Monetary System ») disponible à l'adresse <http://www.pbc.gov.cn/english/detail.asp?col=6500&ID=178>, version chinoise (« *Guanyu gaige guoji huobi tixi sikao* ») disponible à l'adresse : <http://www.pbc.gov.cn/detail.asp?col=4200&ID=279>.

43 Selon le journal japonais *Sankei shimbun*, cité par Reuters : <http://www.reuters.com/article/>

dans le panier de devises qui définit la valeur des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI).

Pour Ge Huayong, faire du yuan un élément des DTS résoudrait une partie des déséquilibres du système monétaire international actuel, et renforcerait l'influence de la Chine sur la scène monétaire et financière mondiale. Il faut rappeler brièvement ici – Ge Huayong en retraçant une histoire détaillée dans son article - que les DTS ont été créés en 1969 au sein du système de parités de change fixe de Bretton Woods, comme instruments de crédit pouvant servir de monnaie de réserve. L'idée était, pour le FMI, de pouvoir créer de « l'or-papier » (紙黃金, *zhi huangjin*) qui puisse prendre la place du dollar américain comme monnaie de réserve au cas où celui-ci viendrait à manquer. La détermination de la valeur du DTS a varié. A l'origine, celui-ci était simplement défini de manière fixe par rapport à l'or, étalon ultime du système de Bretton Woods, de façon à valoir exactement un dollar américain. Depuis le 18 septembre 1980, le DTS est adossé à un panier de devises comprenant le dollar américain, le yen japonais, la livre sterling anglaise, ainsi que le mark allemand et le franc français, ces deux derniers ayant été remplacés par l'euro en 1999. Tous les cinq ans, la composition du panier, nature et poids des devises utilisées, est révisée. La Chine demanderait donc l'inclusion de sa monnaie dans ce panier de devise, à l'horizon 2015⁴⁴.

Selon Ge Huayong, les avantages attendus sont de deux types. Au niveau global, l'inclusion du yuan, ainsi que, potentiellement, d'autres monnaies de pays émergents, peut

[idUSTRE6250LC20100306.](#)

44 Toujours selon le *Sankei shimbun*.

renforcer la représentativité des DTS, accroître la diversité des monnaies de réserve et, donc, la stabilité du système monétaire international et, finalement, encourager une croissance équilibrée de l'économie mondiale. Du point de vue chinois, elle permettrait l'internationalisation du yuan dans un cadre multilatéral et négocié et, donc, de réduire les tensions liées à la nécessaire émergence de la Chine sur la scène monétaire internationale.

« Le yuan ne remplit pas les deux conditions posées à une monnaie pour rentrer dans le panier de devise qui définit les DTS »

Il reste cependant un obstacle majeur pour que le FMI et ses États membres acceptent une telle évolution : le yuan ne remplit pas les deux conditions posées à une monnaie pour rentrer dans le panier de devise qui définit les DTS. Il n'est ni une « devise commerciale » (貿易货币, *maoyi huobi*), c'est-à-dire qui sert à régler les échanges internationaux et qui est présente sur les marchés des changes, ni une « devise librement utilisable » (可自由使用的货币, *ke ziyou shiyong de huobi*). Or, par rapport à ces deux règles, si Ge Huayong reconnaît qu'une certaine ouverture du compte de capital chinois est nécessaire, il détaille surtout les moyens institutionnels qu'a la République populaire de les faire évoluer ou de les interpréter en sa faveur, c'est-à-dire de faire entrer le yuan dans le panier de devise tout en contrôlant strictement les flux de capitaux et le taux de change de la monnaie chinoise.

Ce point de vue est partagé par Gao Haihong, qui insiste sur le fait que l'ouverture du compte de capital et la libre convertibilité du yuan ne doivent pas être des conditions à son internationalisation. Celle-ci doit se faire, ou plutôt se poursuivre, puisque les premiers accords en ce sens ont déjà été signés, par une extension progressive, au moyen

d'accords bilatéraux ou régionaux, du rôle du yuan comme monnaie de règlement des échanges entre la Chine et ses partenaires commerciaux. Cet accroissement progressif de la zone géographique d'usage du yuan doit s'accompagner d'une libéralisation progressive des flux de capitaux.

Ces deux articles, chacun à leur manière, traduisent l'état de la réflexion politique et académique chinoise sur les relations monétaires internationales et l'internationalisation du yuan.

Tout d'abord, ils montrent une réelle insatisfaction vis-à-vis du fonctionnement actuel du régime monétaire international, et notamment du rôle dominant du dollar, ce qui implique une transformation significative du système, dont la Chine s'est faite l'avocat, notamment lors des sommets du G20, depuis le début de l'année 2009. En soi, c'est une dynamique saine pour les partenaires de la République populaire, parce qu'une réflexion sur les relations monétaires internationales est nécessaire et, surtout, parce qu'elle participe de la volonté de la Chine de montrer qu'elle recherche un « intérêt partagé » (共赢, *gongying*), comme le souligne Ge Huaying. La tendance dominante semble donc être à la recherche d'une solution multilatérale, négociée, aux conflits monétaires contemporains.

Ensuite, ces articles traduisent une certaine « essentialisation » des statuts monétaires, en liaison avec une perception très politique des dynamiques à l'œuvre. C'est très net dans le cas du débat sur l'introduction du yuan dans les DTS du FMI. On considère que cette introduction, écrit Ge Huaying, donnera au yuan un statut international et, donc, que cela accroîtra son rôle comme monnaie de réserve, même si la liberté d'usage du yuan reste très strictement encadrée. C'est se tromper sur l'ordre des causes et des conséquences.

Une monnaie comme le dollar ou l'euro n'est pas demandée comme monnaie de réserve par les banques centrales parce qu'elle fait partie des DTS, mais parce qu'elle est sûre et liquide, c'est-à-dire facilement échangeable. Comme le note Ge Huaying lui-même, les craintes sur la santé de la zone euro et de l'économie américaine ont conduit à une hausse de la demande pour les dollars canadiens et australiens ou pour la couronne suédoise comme monnaies de réserve. Et pourtant, toutes ces monnaies sont loin de faire partie du panier des DTS, mais elles sont juste utilisables sur les marchés internationaux par les banques centrales. Il est donc erroné de penser que le yuan puisse devenir une grande monnaie de réserve sans accepter les conditions que le FMI pose à son entrée dans le panier des devises des DTS, parce que ces conditions sont simplement celles qui permettent à une monnaie de devenir une monnaie de réserve.

Enfin, apparaît dans ces deux articles, comme dans beaucoup d'écrits consacrés à ce thème, un déséquilibre dans la perception des coûts et des bénéfices de l'internationalisation de la monnaie chinoise. Ces derniers sont « évidents » (显而易见, *xianeryijian*), comme le dit Gao Haihong, qui les énumère en une phrase, et nombreux. Ils vont de la relative protection par rapport aux évolutions de taux de change au développement des marchés financiers, en passant par les gains dus au seigneurage. Quant aux coûts, ils sont, par contre, toujours selon Gao Haihong, « très difficiles à identifier » (很难识别, *hen nan shibie*). Cet auteur en développe un aspect important : la perte d'autonomie de la politique monétaire intérieure. Ce déséquilibre dans la réflexion sur l'internationalisation du yuan est d'autant plus frappant qu'il prend place dans un contexte caractérisé par l'extrême prudence de la politique monétaire chinoise. Au plus fort de la crise économique mondiale qui a suivi celle des subprimes, à l'été 2008, les autorités

chinoises ont en effet décidé de rétablir une parité fixe avec le dollar, dont le niveau, considéré comme trop bas par l'administration américaine, constitue aujourd'hui un sujet de discordance majeur entre les deux rives du Pacifique. Face aux demandes américaines de réévaluation de sa monnaie, le gouvernement chinois met en avant, comme arguments principaux, le fait que la détermination de la valeur de la monnaie reste une affaire intérieure, et qu'une telle réévaluation serait trop dangereuse pour l'économie chinoise, en termes de croissance et d'emploi. La politique chinoise actuelle est donc, de fait, encore très éloignée d'un assouplissement des règles d'utilisation du yuan, condition nécessaire à la réelle internationalisation de cette devise, et ses préoccupations déterminantes semblent essentiellement nationales, et non multilatérales.

Il n'en reste pas moins que les appels répétés des milieux politiques et académiques chinois à une réforme du système monétaire international soulignent que le fonctionnement actuel de ce dernier n'est effectivement pas satisfaisant. Mais, mis à part la création d'une forme de monnaie internationale, solution peut-être « idéale » mais peu réaliste, comme le dit Gao Haihong, peu de solutions véritables et crédibles sont annoncées. Quant aux discours sur l'internationalisation du yuan, ils sont centrés en général sur une double thématique, faire de la monnaie chinoise une grande monnaie au niveau mondial et en contrôler strictement la valeur et l'usage, deux objectifs bien plus contradictoires que ce que la plupart des experts sur le sujet, tels Gao Haihong et Ge Huayong, semblent le penser.



9. Nouvelle victoire électorale en trompe-l'œil pour le Kuomintang

HUBERT KILIAN

SOURCES :

- Yang Yong-nian, « Pourquoi l'ECFA n'a pas été au centre de la campagne électorale ? », *Zhongshipao - China Times*, 27 novembre 2010, pages éditoriales.
- Wu Yu-shan « Les limites du positionnement au centre », *Zhongguo shipao - China Times*, 28 novembre 2010, pages éditoriales.
- Lin Cho-shui « Le radoucissement de la ligne du DPP lui fait perdre confiance », *Lianhepao - United Daily News*, 28 novembre 2010, pages éditoriales.

Le 27 novembre 2010, 60 % de la population taïwanaise était appelée aux urnes pour élire les maires et les assemblées municipales, ainsi que les chefs de quartiers des cinq nouvelles collectivités issues de la réforme de 2009⁴⁵ :

45 Dans un souci de rationalisation de l'utilisation des ressources de l'État, le 8 novembre 2009, était promulgué l'amendement à la loi sur les collectivités locales, supprimant un certain nombre d'échelons administratifs. Préparée par le DPP, la réforme prévoit que les municipalités promues au rang de municipalité spéciale selon un critère de population (celles dont la population dépasse 1,25 million

les municipalités spéciales de Kaohsiung, Tainan, Taichung et du Nouveau Taipei⁴⁶. Dans le nord, le scrutin a été marqué par une tentative d'assassinat perpétrée sur la personne de Sean Lien, le fils de l'ancien vice-président de la République et président d'honneur du Kuomintang (KMT), Lien Chan, un événement dont les partis en lice n'ont pas tenté de tirer un avantage politique, ce qui a confirmé d'une certaine manière la maturité de la démocratie taïwanaise. Dans le sud, à Kaohsiung, la triangulaire née de la scission de l'ancien chef du district de Kaohsiung du Parti démocrate-progressiste (DPP) a finalement tourné à l'avantage de la maire sortante,

d'habitants), grâce à une fusion de deux niveaux de collectivités locales (le district et la municipalité de niveau provincial, soit Kaohsiung, Tainan et Taichung et ce qui devient le Nouveau Taipei), bénéficient d'un accroissement de leurs ressources publiques, tout comme leurs compétences administratives, à l'image de Taipei et de la ville de Kaohsiung (qui fusionne avec le district), qui jouissaient déjà de ce statut. Le maire de ces municipalités spéciales siège au Conseil des ministres.

46 A Taipei, le maire sortant, Hau Lung-bin, a rassemblé 55,65 % des suffrages et a devancé Su Tseng-chang, le candidat du DPP, de près de 170 000 voix. A Xinbei, la nouvelle municipalité spéciale qui remplace l'ancien district de Taipei, Chu Liluan a triomphé de Tsai Ing-wen, la présidente du DPP, avec 52,61 % des voix. A Taichung, Su Jia-chyuan, ancien ministre et ancien secrétaire général du DPP, a réussi à mettre en danger le maire sortant Jason Hu, ce dernier étant toutefois réélu avec 51,12 % des voix. Dans le sud, la nouvelle municipalité spéciale de Tainan, qui englobe désormais la ville et l'ancien district, reste vert : le député DPP Lai Ching-te l'a remporté haut la main (60,41 % des suffrages) face à son rival du KMT, Kuo Tien-tsai. Il en va de même à Kaohsiung où le maire sortant, Chen Chu, va prendre les rênes d'une municipalité spéciale élargie à l'ancien district de Kaohsiung. Malgré la présence de deux concurrents, l'indépendant Yang Chiu-hsing (26,68 %) et la représentante du KMT Huang Chao-shun (20,52 %), elle a obtenu la majorité absolue.

Chen Chu, confortablement réélue⁴⁷.

L'ensemble des analyses présentées, et confirmées par la lecture des résultats s'accordent à mettre en lumière une dynamique d'érosion de la popularité du KMT, au cours des deux dernières années, au profit d'un renforcement du DPP. Pour l'ensemble des auteurs, les maladresses, en termes de stratégie électorale, n'ont pas permis au chef de l'État, Ma Ying-jeou, de passer le test de mi-mandat. Ainsi, Yang Yong-nian évoque les raisons qui ont empêché le KMT de capitaliser sur les succès de sa politique économique et continentale ; Wu Yu-shan voit ensuite dans la volonté de séduire les électeurs du centre une des causes structurelle du mauvais score électorale du KMT, tandis que Lin Choshui, ancien hiérarque du DPP, se félicite de la ligne choisie par son parti et souligne, lui aussi, les limites de la stratégie du KMT.

Le premier auteur pose une question intéressante : alors que la signature de l'accord-cadre de coopération économique (ECFA) par Taipei et Pékin et auquel le DPP était farouchement opposé, représente un des succès de la politique continentale du chef de l'État, pourquoi n'a-t-il fait l'objet d'aucun débat lors de cette campagne électorale ?

Pour l'auteur, il existe trois raisons à cela. La première est à rechercher dans la structure politique de l'État. C'est le ministère des Affaires continentales qui est responsable de la promotion de cet accord au plan national. L'ECFA aura indéniablement un impact profond dans un très grand nombre de domaines dans

47 Selon les chiffres de la Commission centrale des élections, la participation a été très forte, atteignant 71,7 %, les cinq candidats du DPP ont réuni 3,77 millions d'électeurs (49,87 %), soit une avance de plus de 400 000 voix sur ceux du KMT (44,54 %). En 2005 et 2006, lors de l'élection des maires et des chefs de district dans ce même périmètre, le KMT avait rassemblé 52,28 % des voix, contre 46,03 % pour le DPP.

les régions taiwanaises. Mais ces domaines sont souvent du ressort des fonctions régaliennes de l'État, ce qui ainsi a provoqué la démobilisation d'un grand nombre d'acteurs au niveau des collectivités territoriales, rendant obsolètes les efforts du gouvernement central pour la promotion de l'ECFA et de ses bienfaits pour l'économie insulaire. Dans un second temps, l'auteur évoque la mauvaise utilisation des budgets distribués par l'administration centrale pour la promotion de l'ECFA. Ce qui a également concouru à marginaliser le thème dans les médias taiwanais. Par un effet d'entraînement, les candidats ont ainsi été conduits à délaissier cette rhétorique de campagne au profit des préoccupations quotidiennes des électeurs, jugées politiquement plus porteuses pour l'élection. Les bienfaits de l'ECFA ont donc été largement ignorés durant la campagne, empêchant le KMT de capitaliser sur ce succès et d'en cueillir les fruits électoraux.

Pour Wu Yu-shan, l'échec du KMT est évident et doit s'expliquer par une trop forte volonté de se situer au centre de l'échiquier politique, ce qui a contribué à éroder sa base partisane.

Si l'on se réfère à l'expérience américaine, écrit-il, on sait qu'une élection de mi-mandat qui se déroule dans un contexte économique morose est toujours défavorable au parti au pouvoir. Il compare ensuite la situation d'aujourd'hui, avec celle de 2001, lorsque Chen Shui-bian, alors Président de la République et en début de mandat, devait affronter l'une des plus importantes crises économiques de l'histoire de l'île. Aux élections locales de décembre 2001, le DPP n'a pourtant pas reculé autant que le KMT aujourd'hui, remportant au

contraire un plus grand nombre de voix. Pourquoi le KMT a-t-il été incapable de faire de même ?

C'est dans la stratégie de campagne de Ma Ying-jeou qu'il faut chercher une première réponse, affirme-t-il. Ce dernier a voulu s'écarter des thèmes traditionnels des factions conservatrices du KMT et il a cherché à s'appuyer sur sa propre popularité et sur les succès de sa politique économique pour tenter de séduire les électeurs du centre, des électeurs moins portés sur l'idéologie et donc moins vulnérables aux attaques du DPP. Ce qui constituait une stratégie électorale visant à mettre en lumière les insuffisances du DPP, souligne Wu Yu-shan.

« Le principal problème de la stratégie électorale de Ma Ying-jeou réside dans le fait qu'il ne propose pas d'autre politique que celle de « geler le statu quo » »

Pour l'auteur, le principal problème de la stratégie électorale de Ma Ying-jeou réside dans le fait qu'il ne propose pas d'autre politique que celle de « geler le statu quo » (凍結現狀, *dongjie xianzhuang*). Celui-ci n'a en rien résolu le problème de l'identité nationale et la situation n'a guère évolué depuis la fin des années DPP : nous en sommes toujours au « une Chine-un Taïwan » ; la fusion entre la République de Chine et Taïwan est aussi en panne, souligne-t-il. La politique des trois non (pas d'unification, pas d'indépendance, pas de guerre) est inutile face au mouvement d'intégration économique de Taïwan au continent et Ma Ying-jeou ne propose rien pour faire face aux questionnements de l'opinion publique sur ce plan, tandis qu'il se prive de sa base partisane traditionnelle. De ce point de vue, raisonne-t-il, le soutien que l'opinion publique a apporté au KMT s'est beaucoup plus vite dégradé depuis l'arrivée au pouvoir de Ma Ying-jeou, en comparaison avec le niveau de popularité du DPP à l'époque de Chen Shui-bian, et ce, au-delà de sa base partisane.

La fraîcheur dont se parait, au regard des électeurs du centre, le KMT dans les dernières années du mandat de Chen Shui-bian s'est très vite évaporée en l'espace de deux années. Les sondages montrent très clairement cette tendance. L'analyste note enfin que le DPP a réussi à adoucir sa rhétorique idéologique au point qu'il séduit plus l'électorat du centre. Aucun des deux partis ne peut se permettre, insiste Wu Yu-shan, de ne pas prendre de positions claires sur les questions d'identité nationale et de souveraineté en vue de l'élection présidentielle de 2012. Selon lui, pour les deux partis politiques, le moment de vérité d'approche à grand pas.

Enfin, le troisième auteur abonde dans le sens de Wu Yu-shan en proposant une analyse structurelle de l'échec du KMT. En faisant des succès économiques un programme unique, le parti prend le risque de se voir dépasser par les inévitables effets négatifs de la globalisation des échanges. Expliquant que le phénomène est classique, il note que l'adoucissement de la ligne politique du DPP et la rupture douce (*ruanxing qiehai*, 軟性切割) avec l'héritage politique de Chen Shui-bian, a permis d'attirer les électeurs centristes, mais d'une manière encore trop timide (*lu jue genduo xinlai*, 綠缺更多信賴). Le succès potentiel du DPP réside dans sa capacité à s'ériger en défenseur des victimes de cette globalisation : les classes moyennes, les petites et moyennes entreprises et les régions du centre et du sud de l'île. C'est ce qu'il appelle le positionnement « des trois centres » (三中立場：中下階層、中小企業、中南部, *san zhong li-zhang, zhong-xia jie-chen, zhong-xiao qiye, zhong-nan bu*), à propos duquel il regrette du reste le manque de confiance en lui-même du DPP.

Lin Cho-shui rejoint ensuite Wu Yu-shan pour critiquer le positionnement du KMT. Il énumère ainsi les événements (condamnation de Chen Shui-bian, signature de l'ECFA, élimination arbitraire d'une athlète taïwanaise aux Jeux

d'Asie) qui ont contribué à altérer la popularité du Kuomintang du fait de son absence de positionnement clair sur les questions d'identité nationale. Mais, à l'inverse, il note que la tentative d'assassinat commise sur la personne du fils de Lien Chan, n'a pas permis au DPP de concrétiser sa progression.

Ainsi, l'élection présidentielle de 2012 sera déterminée par des facteurs internationaux comme l'état de l'économie, prédit Lin Cho-shui, qui rejoint Wu Yu-shan pour considérer que la tâche sera difficile pour les deux partis politiques.

DÉCALAGES

10. Missile antinavires : la nouvelle arme magique ?⁴⁸

MATHIEU DUCHÂTEL ET ALEXANDRE SELDON-DUPLAIX

SOURCES :

- Kou Liyan, « Commentaire sur les trois systèmes d'armes anti-porte-avions de la Chine : le missile balistique antinavire est devenu l'épouvantail de nos rivaux », *Guoji Xianqu Daobao*, 22 juillet 2010.
- « Les médias étrangers : le porte-avions chinois sera opérationnel en 2014, mais les États-Unis craignent davantage le missile balistique antinavires », *Xinhua*, 11 janvier 2011.

La visite en Chine, fin décembre 2010, du secrétaire à la Défense des États-Unis, Robert Gates, restaure des relations militaires sino-américaines rompues par Pékin il y a un an pour protester contre les ventes d'armes de Washington à Taïwan. La réception de celui-ci au siège de l'état-major des forces stratégiques chinoises constitue certes un geste fort pour améliorer la confiance dans le cadre de ce

48 Ce texte constitue la version longue d'un article publié dans les pages opinion du *Figaro* du 14 janvier 2011, sous le titre « Le missile chinois change la donne en Asie ».

dialogue, mais est sans doute insuffisant pour apaiser les inquiétudes américaines à l'égard des ambitions régionales de Pékin.

Car, dans le même temps, la Chine, réputée cachotière quant à ses réalisations militaires, laisse filtrer des informations sur ses nouveaux matériels : photographies des essais en vol du chasseur furtif J-20 qu'aucun observateur étranger ne pensait être à ce stade de développement ; achèvement d'un porte-avions de conception soviétique, ignoré obstinément par les États-Unis, et qui devrait entrer en service en 2012 ; articles et déclarations concernant un missile balistique antinavires (反舰弹道导弹, *fanjian dandao daodan*) qui pourrait menacer le déploiement des porte-avions américains dans le Pacifique occidental, c'est-à-dire les capacités de projection des États-Unis pour défendre l'allié japonais ou le protégé taiwanais. La presse chinoise nomme ce missile le « tueur de porte-avions » (航母杀手, *hangmu shashou*).

Le 28 décembre, l'amiral Robert Willard, commandant les forces américaines dans le Pacifique, déclare au quotidien japonais Asahi shimbun que les missiles balistiques antinavires chinois ont atteint une « capacité opérationnelle initiale » et que le système pourrait être opérationnel en 2015. L'amiral explique que ces missiles ont subi « des essais extensifs » même s'il admet que les États-Unis n'ont pas encore pu observer un déploiement complet du système au-dessus de la mer. La presse chinoise ne prend pas position sur la réalité des tests, et se contente d'estimer que les missiles ne sont pas opérationnels. Elle préfère mettre en avant les réactions américaines, et l'effet dissuasif d'un programme encore inachevé. L'essentiel des articles parus dans les journaux généralistes chinois analyse les réactions de la presse occidentale aux déclarations de Willard.

L'emploi de missiles balistiques contre des bâtiments de guerre, et plus précisément contre des porte-avions, paraissait utopique pendant la Guerre froide et demeure révolutionnaire aujourd'hui. La trajectoire extra-atmosphérique d'une fusée balistique, sa vitesse de mach 10, cinq à dix fois supérieure à celle d'un missile de croisière, réduisent les chances d'atteindre le but. Pour neutraliser les navires ennemis, les pays recourent aux missiles de croisière qui rasant l'eau ou qui culminent à quelques centaines de mètres avant de plonger sur leur cible. L'URSS avait fondé toute sa stratégie navale sur ces engins guidés par une constellation de satellites de reconnaissance.

Moscou explore portant cette voie dans les années 1970 avec le missile R27K, lancé par sous-marin et qui monte à plus d'une centaine de kilomètres. A leur apogée, ses senseurs passifs détectent les émissions électromagnétiques des radars du porte-avions pour recalculer la trajectoire et fondre sur lui. Mais la précision reste trop incertaine et l'URSS renonce à une arme qu'elle devrait déclarer dans le cadre du traité SALT sur la limitation des armements stratégiques.

La réflexion sur l'utilisation de missiles balistiques antinavires débute en Chine à la même époque. Le pays a une longue histoire de vulnérabilité face aux porte-avions. Le bombardement de Shanghai par la marine japonaise en 1937 et les menaces que font peser les groupes aéronavals américains sur son littoral pendant la guerre de Corée (1950-53), les crises de Quemoy (1955-58) et la guerre du Vietnam (1964-72) incitent dans un premier temps Pékin à développer un réseau de radars transhorizon capables de détecter un groupe aéronaval américain à 2 000 kilomètres.

Mais c'est la crise de mars 1996 dans le détroit de Formose qui conduit la République

populaire à franchir le pas. Le président Bill Clinton ordonne le déploiement de deux groupes aéronavals pour soutenir la première élection présidentielle au suffrage universel direct organisée dans l'île sur fond de tirs d'intimidation de missiles chinois. Face au scénario d'un glissement taïwanais vers l'indépendance soutenu par une puissance militaire américaine neutralisant toute velléité chinoise de coercition, de riposte ou d'invasion, l'Armée populaire de libération (APL) cherche l'arme magique. Comment changer la donne stratégique et surmonter sa vulnérabilité face aux capacités de projection américaines ? La Chine peut certes s'appuyer sur les missiles de croisière qui équipent ses sous-marins et certains de ses bâtiments de surface. Elle peut aussi tirer des missiles conventionnels contre les bases américaines. Mais ces armes paraissent encore insuffisantes pour arrêter la 7^e flotte. La Commission militaire centrale, la plus haute autorité militaire du pays, décide alors de donner la priorité aux capacités asymétriques d'interdiction maritime, et donne une impulsion décisive à ce programme de missile balistique antinavires.

Jusqu'en 2005, les déclarations chinoises évoquant une version antinavires du missile balistique DF21 lancé depuis la terre ne sont pas prises au sérieux par les analystes américains. Pékin ne possède pas les moyens aériens et spatiaux de reconnaissance océanique développés à grands frais par l'URSS. La mise au point d'un missile balistique de théâtre capable de frapper deux terrains de football se déplaçant à plus de 70 km/heure à une distance de 2 000 ou 3 000 kilomètres paraît d'abord hors de portée. Pourtant, les articles scientifiques chinois publiés sur le sujet semblent crédibles. Défi technologique

pour une industrie militaire auréolée de ses succès spatiaux, la version antinavires du DF21 exige l'intégration des moyens de guidage pour ajuster la trajectoire du missile qui serait ralenti par un rebond en forme de dos de chameau après le début de sa première descente, une difficulté technique considérable comme le souligne Kou Liyan. Ce rebond freinerait la chute et permettrait aux senseurs du missile de retrouver le porte-avions. Le missile pourrait alors larguer des sous-munitions conventionnelles dont l'objectif ne serait pas de couler le porte-avions mais de paralyser le pont d'envol.

La transparence inhabituelle de ce programme rappelle le septième des trente-six stratagèmes, un traité de stratégie de la dynastie

Ming : « produire des effets à partir de rien ». La dissuasion chinoise s'approprie dès maintenant une arme qui n'est pas encore opérationnelle mais qui modifie déjà de manière subtile les règles du jeu stratégique, sur un terrain d'abord psychologique. En l'absence de confrontation, c'est la détermination de Washington à assumer le risque créé par le déploiement d'un groupe aéronaval qui est visée et, à travers elle, la volonté politique de façonner la sécurité régionale. Le nouveau missile apparaît alors comme l'une des pièces maîtresses d'une stratégie de dissuasion du faible au fort.

Les implications de ce nouveau missile dépassent pourtant la question de Taïwan. Le programme s'inscrit dans une stratégie de sanctuarisation des mers entre la côte chinoise et la deuxième chaîne d'îles, qui dessine un arc de cercle du sud de Kyushu à la Papouasie-Nouvelle-Guinée en comprenant Palau et Guam. Tous les conflits territoriaux concernant

« Le nouveau missile apparaît alors comme l'une des pièces maîtresses d'une stratégie de dissuasion du faible au fort »

la Chine se concentrent à l'intérieur de la première chaîne d'îles : les Diaoyu/Senkaku et les champs de gaz Chunxiao que le Japon revendique également ; les Spratley et les Paracels revendiquées et occupées en partie par le Vietnam, la Malaisie, les Philippines. Ils demeurent l'autre priorité de Pékin, comme en témoigne l'activisme croissant de la marine de l'APL en Asie. Dans ces territoires maritimes disputés, l'entrée en service hypothétique de ce nouveau missile renforce donc déjà la dissuasion chinoise à l'égard d'un porte-avions américain qui pourrait venir soutenir un voisin de la Chine.

阿拉伯世界研究, *Alabo shijie yanjiu, Arab world studies*. Revue académique bimensuelle spécialisée sur le Moyen-Orient, elle a été fondée en 1978 et est reliée à l'Université des langues étrangères de Shanghai.

财经, *Caijing*. Depuis le départ de sa rédactrice en chef et fondatrice Hu Shuli en novembre 2009 (qui crée alors l'hebdomadaire Xin Shiji, voir plus bas), *Caijing* a continué, avec une équipe réduite et malgré une concurrence nouvelle, à être publié selon les recettes lui ayant assuré le succès, des enquêtes d'autorité sur des questions économiques et financières et une couverture sérieuse des affaires politiques et internationales.

财经界, *Caijingjie*. Mensuel économique fondé en 1983 à visée grand public, il est publié à Pékin par le Centre National de l'information.

第一财经, *Diyi caijing-China Business News*. A été lancé en 2004 et est devenu célèbre pour avoir révélé un scandale impliquant l'entreprise taïwanaise Foxconn. Certains le considèrent comme le journal chinois qui exerce le plus son sens critique. En cela, il a repris le flambeau du 21 Shiji jingji baodao.

东方企业文化, *Dongfang Qiye wenhua, Oriental Enterprise Culture*. Mensuel fondé en 2004 qui traite en particulier l'actualité économique, il est relié à l'association chinoise d'industrie textile.

国际先驱导报, *Guoji xianqu daobao, International Herald Leader*. Bi-hebdomadaire de l'agence Xinhua fondé en 2002, il aborde l'actualité d'un point de vue international.

瞭望东方周刊, *Liaowang Dongfang Zhoukan*. Hebdomadaire shanghaien de l'agence Xinhua, il traite des sujets internationaux et de sujets sociaux appréciés par la classe moyenne.

LA PRESSE DANS CE NUMÉRO

世界经济与政治, *Shijie jingji yu zhengzhi*. Revue universitaire mensuelle de l'institut sur l'économie et la politique mondiale de l'académie chinoise des sciences sociales, elle propose des articles sur les relations internationales et les affaires politiques mondiales.

西亚非洲, *Xiya Feizhou*. Mensuel de l'Académie chinoise de sciences sociales (CASS) publié depuis 1980, il est spécialisé sur l'Asie occidentale et l'Afrique.

学习时报, *Xuexi shibao*. Mensuel de l'École centrale du Parti, et à ce titre outil fondamental pour suivre les débats et la ligne politique d'une institution essentielle du régime.

证券日报, *Zhengquan ribao*. Quotidien économique fondé en 2000. Il est officiellement utilisé comme moyen de communication par les commissions chinoises de régulation des banques, des assurances et des actions et obligations.

中国改革, *Zhongguo gaige, China reform*. Hebdomadaire fondé en 1986 et dirigé par la commission nationale de réforme et d'ouverture, il fournit des articles de fond sur les évolutions économiques et institutionnelles.

中国经济导报, *Zhongguo Jingji Daobao*. Quotidien économique de la commission nationale pour la réforme et le développement (NDRC).

Bulletin électronique bimestriel d'**Asia Centre** sur la Chine, **China Analysis** commente l'actualité du monde chinois à partir de la presse écrite en mandarin. Seule publication en Europe à s'appuyer exclusivement sur des sources de langue chinoise, le bulletin présente des analyses originales exposant les points de vue de la République populaire de Chine, de Hong Kong et de Taïwan sur la politique intérieure et l'économie chinoises, les questions stratégiques en Asie, la vie politique taïwanaise et les affaires internationales.

Directeur de la publication : François Godement

REDACTION :

Rédacteur en chef : Mathieu Duchâtel

Direction du dossier : Jérôme Doyon

Ont contribué à ce numéro : Gong Cheng, Jérôme Doyon, Mathieu Duchâtel, Hubert Kilian, Michal Meidan, Marie-Hélène Schwoob, Alexandre Sheldon-Duplaix, Thomas Vendryes.

FABRICATION et DEVELOPPEMENT :

Directrice exécutive : Florence Biot

Diffusion, Secrétaire de rédaction (maquette) : Rozenn Jouannigot

Remerciements : Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), European Council on Foreign Relations (ECFR)

COMMANDES ET ABONNEMENTS :

Version brochée :

abonnement 6 n°/an (TTC) : France 90 € - Reste du monde 100 €

commande par n° (TTC) : France 20 € - Reste du monde 30 €

Version électronique : sur demande / archives (depuis 2005): www.centreasia.org